

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** A. PÉRIER  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE { 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESANT**  
 Fondateur  
 RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 28, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  
 Trois Mois Six Mois Un An  
 Seine, Seine-et-Oise. 15 30 60  
 Départements. 18 75 37 50  
 Union Postale. 21 60 43 80  
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## Nos Marins

Nos marins sont, en ce moment, l'objet, en Italie, d'une réception des plus cordiales. Ils le doivent d'abord à l'amélioration des rapports, si heureusement survenue entre les deux nations. Il est bien certain qu'il y a seulement deux ans, l'idée d'envoyer une de nos escadres se promener en Sardaigne n'aurait pas souri à tout le monde. Aujourd'hui, rien n'a paru plus naturel, et on aurait même été surpris que le gouvernement n'y pensât pas. Preuve évidente que nos dissensions n'étaient pas très profondes, et qu'à aucun moment ils n'avaient pu effacer les souvenirs anciens.

Mais, en dehors de ces souvenirs, en dehors de toutes les considérations de politique extérieure et de courtoisie internationale, je suis bien sûr que c'est surtout à eux-mêmes que nos marins doivent l'accueil amical, la réception charmante qu'on leur a faite. Vous avez certainement lu le compte rendu de ces fêtes de Cagliari. J'en veux laisser de côté le caractère officiel, les attentions flatteuses du roi et la reine d'Italie ont honoré notre flotte, les toasts significatifs qui ont été échangés entre le roi Humbert et l'amiral Fournier, tout ce qui peut être considéré, en somme, comme un cérémonial où le protocole a mis la main.

Cette partie-là de la fête, quoique très importante, n'est pas celle qui m'a le plus frappé. Ce qui est la caractéristique de ce voyage, et ce qui en restera la note dominante, c'est le joli mouvement tout spontané qui a poussé la population tout entière au-devant de nos marins, à l'arrivée de ces Français que les journaux de là-bas, cependant, n'ont pas toujours couverts de fleurs. Rien n'est plus facile que d'organiser des entrevues de chefs d'Etat, de ministres, ou d'ambassadeurs. La diplomatie a, pour cela, des ressources infinies. Tout dernièrement, n'avons-nous pas vu, à Paris même, banqueter les plénipotentiaires américains et espagnols qui se portaient les uns aux autres, au dessert, les toasts les plus intrépides ?

Il n'y a rien à dire à cela : la diplomatie n'est pas toujours un art d'agrément, et s'il y est permis de penser quelquefois ce qu'on dit, on a rarement l'occasion d'y dire ce que l'on pense. Mais le peuple, précisément, n'est pas diplomate, et il ne manifeste que suivant son bon plaisir. Ce n'est jamais par ordre qu'il se jette au cou des gens, c'est de son plein gré, et il n'obéit guère, en ses sympathies, à des calculs bien compliqués, à des savantes arrière-pensées. Il se laisse aller à ses sentiments, à sa nature prime-sautière et ingénue, et il ne s'embarrasse pas, pour manifester, de hautes considérations de politique internationale. J'entends bien que, tout dernièrement, un traité de commerce a été signé avec l'Italie ; je n'ignore pas non plus que la Sardaigne y a trouvé des avantages particuliers. Mais ce ne sont pas là des raisons suffisantes pour émouvoir et transporter l'âme d'un peuple ; les foules ne sont pas matérialistes, et ce n'est jamais pour des vins, des balles de coton ou des beaufs qu'on en vient à ces manifestations d'allégresse.

\*\*\*

Donnons donc à ce cordial accueil tout son prix, et sachons gré à nos marins d'avoir su le provoquer. Ils y sont bien pour quelque chose, n'en doutez pas, et c'est leur belle humeur et leur entraînement qui ont enflammé les Italiens, comme ils avaient déjà dégelé les Russes. Il faut avoir voyagé sur ces beaux navires de guerre, avoir vécu, ne fût-ce que quelques jours, de la vie du bord, pour apprécier la bonne grâce et la distinction de nos officiers, la belle gaieté de nos matelots, et cette admirable solidarité qui fait de tous ces braves gens, depuis l'amiral jusqu'au dernier des mous-ses, une seule famille où l'habitude du danger serre les coudes et rapproche les distances. J'ai eu, deux ou trois fois, l'occasion de voyager sur des bâtiments de la flotte. Ce n'était, évidemment, pas des voyages au long cours, mais, même en ces excursions passagères, j'ai pu avoir un aperçu de l'existence du marin, et quelquefois de ses émotions.

Il y a quelques années, c'était à bord du *Vautour*, où l'amiral Duperré, alors commandant de l'escadre de la Méditerranée, avait mis son pavillon. Nous allions à une vitesse de quinze ou seize nœuds, et il faisait ce que les marins appellent une jolie brise. C'est-à-dire que le *Vautour* roulait et tangait merveilleusement. Mais, grâce au ciel, je ne sais pas ce que c'est que le mal de mer, et je me tenais donc bravement sur la dunette où l'amiral avait réuni quelques-uns de ses officiers. Nous parlions de Paris, qu'on n'aime jamais autant que lorsqu'on en est loin, quand tout à coup, au-dessous de nous, un cri retentit, strident et lugubre :

— Un homme à la mer !  
 J'entends encore ce cri, aussitôt répété tout le long du bord. Comment suis-je descendu de la dunette ? Je n'en sais rien. J'ai suivi les autres, qui, en un clin d'œil, s'étaient trouvés à l'arrière, et, comme eux, je plongeais sans rien voir dans le sillage du navire. Il avait stoppé à la minute même, comme on pense, mais, à cette vitesse, l'homme était déjà loin, petit point noir perdu dans les vagues. Nous étions, par bonheur, escortés de deux torpilleurs, le 126 et le 127, qui, avec une légèreté d'oiseaux, avaient viré de bord et en quelque sorte fondu sur l'homme à la mer, que, maintenant, nous apercevions, à huit ou neuf cents mètres, ballotté par les lames et agitant les bras pour qu'on

ne le perdît pas de vue. Ce petit drame avait, sous le soleil magnifique, en cette splendide journée d'été, quelque chose d'empoignant que le contraste rendait plus saisissant encore. Il y avait, à l'arrière, un silence solennel : tous les regards étaient dirigés vers ce petit point noir qui se débattait dans le sillage éblouissant. L'amiral, très pâle, étreignait févreusement sa longue-vue.

Soudain, une explosion de joie retentit à bord :

— Ça y est !  
 Un des torpilleurs venait de « harponner » le naufragé, et le sauvetage opéré, il nous le ramenait. Je vous laisse à penser s'il y eut une détente à bord du *Vautour*. L'homme y monta, ruisselant d'eau et tout confus de se représenter en cet état :

— Eh bien, mon garçon, lui dit l'amiral, tu as pris un bon bain ?

— Oui, amiral.

— Il faut aller, maintenant, changer de toilette et te faire donner une bonne ration de vin...

— Oui, amiral...

Et le naufragé disparut dans l'entrepont, poursuivi par les quolibets et les bourrades de tous les autres matelots que j'avais vus si angoissés l'instant d'avant et qui, rassurés maintenant sur le sort du camarade, le blaguèrent en leur langue si savoureuse et enviaient peut-être même un peu cette ration de vin qu'il n'avait pourtant pas volée !

\*\*\*

Mon dernier souvenir est loin d'être aussi dramatique. C'était à bord du *Pothuau*, où M. Edouard Lockroy, dans une tournée d'inspection des côtes, nous avait très amicalement offert l'hospitalité. C'est vraiment un beau bateau que ce *Pothuau*, et qui a, sur son livre de bord, une page d'histoire, car c'est lui qui fit le fameux voyage de l'Alliance, le voyage de Cronstadt, avec M. Félix Faure et M. Hanotaux pour passagers. Le souvenir en est gravé en lettres d'or à l'arrière du navire, au-dessous de feuilles de chêne et de laurier entrelacées. C'est un fort beau travail d'acier et de cuivre, très artistique, que je croyais avoir été réalisé par quelque maître ciseleur de Paris.

Comme j'en faisais compliment à l'amiral Fournier :

— C'est très beau, n'est-ce pas ?... me dit-il.

— Certes !

— Eh bien, si vous voulez, vous pouvez en féliciter l'auteur...

— Comment ! l'est-ce ?

— S'il est ici ! je crois bien : c'est un mécanicien du bord...

Et l'amiral me présentait en effet un brave homme à l'aspect modeste, presque timide, qui croyait avoir fait là la chose la plus naturelle du monde. C'était un mécanicien, un maître artiste, de la race de ces marins dont les mains calleuses sont à l'occasion des mains de prestidigitateur, et qui transforment, avec un geste exquis, un pont de navire en une salle de bal. N'avez-vous pas remarqué, dans les fêtes de Cagliari, ce détail charmant de l'escadre manquant de fleurs pour en faire hommage à la Reine, et n'ayant un torpilleur en cherchant en ce joli port de la côte sarda si joliment nommé *Golfo Aranci*, Golfe des Orangers ? Et cette autre attention de l'amiral Fournier faisant mettre un avis sur le travers de la *Savoja*, le yacht royal, pour lui éviter la forte houle !

Ce sont de petits riens, c'est entendu, mais c'est à ces riens-là que se reconnaît notre galanterie française, notre bonne grâce nationale, et nos voisins d'Italie, qui eux aussi sont des Latins, savent rendre hommage à cette *furia francese* qui est bien la qualité de notre race en temps de paix comme en temps de guerre, au bal comme à la bataille. Ils sont eux-mêmes, au surplus, très experts en galanterie, et leur nation est bien, sous ce rapport-là, la nation sœur. Je me souviens du jour où nous allâmes accompagner à Toulon le Président Carnot, qui devait s'embarquer pour la Corse. Une division de l'escadre italienne était venue saluer le Président. Elle avait à sa tête le vaisseau amiral *Italia*.

Nous allâmes, naturellement, le visiter, et quand l'inspection fut terminée, une charmante Parisienne, enfant terrible comme le sont toujours un peu les femmes, demanda à brûle-pourpoint à l'amiral :

— Voyons, amiral, si un combat s'engageait entre votre vaisseau et le vaisseau français que nous voyons là en face de nous, lequel des deux l'emporterait, à votre avis ?

La question était terriblement délicate, et nous en étions tous fort gênés. Mais l'amiral eut un sourire des plus aimables, et saluant galamment l'indiscrète :

— Je crois bien, madame, lui dit-il, que c'est celui des deux sur lequel vous seriez !...

Le Passant.

## Les Courses

A 2 heures, Courses à Vincennes. — Gagnants de Robert Millon :

Prix du Vieux-Louvre : Cristal II.

Prix de l'Observatoire : Quirinal.

Prix de Longchamps : Germain.

Prix du Printemps : Baltimore II.

Prix du Palais : Mlle de Beuxes.

## L'ÉLOGE DU CALME

C'est un plaisir exquis, presque divin, que de rester calme et courtois, maître de sa langue et de sa plume et respectueux des personnes, au milieu du déchaînement des passions furieuses de gens qui, en très grand nombre, s'expriment comme ils ont été élevés, c'est-à-dire très mal.

Les positions de l'enquête sont généralement contradictoires, et les affirmations y sont suivies de dénégations. Il n'est pas très difficile de discerner si la vérité, du moins la vraisemblance, au milieu de ce conflit de paroles et de pensées. Mais il faut réfléchir et raisonner. C'est un travail que plusieurs publicistes épargnent au public et à eux-mêmes en se bornant à couvrir d'injures les témoins qui ne pensent pas comme eux.

Je me trompe peut-être. Peut-être est-ce la vraie façon actuelle de discuter. Mais de vieilles habitudes m'en écartent. Et il me semble que je m'avillerais à mes propres yeux si je mettais en doute la sincérité des dépositaires. Oui, je crois qu'ils sont tous sincères, aussi bien ceux qui témoignent contre l'accusé que ceux dont les dépositions semblent lui être favorables.

Cependant, la tâche est plus pénible pour les uns que pour les autres. Et le public est trop intelligent pour n'avoir pas fait cette remarque :

Tous ceux qui ont témoigné contre le condamné ont un intérêt personnel ou corporatif à le charger, soit pour se défendre eux-mêmes, soit pour défendre leurs chefs.

Tous ceux, au contraire, qui ont témoigné en faveur du condamné auraient eu intérêt à se taire. Ils ont sacrifié à la satisfaction de leur conscience soit leur repos, soit leurs chances d'avancement, leur position, leur carrière. Les exemples abondent de gens qui ont appris combien il est coûte de dire ce qu'on pense. Il est bien certain, par exemple, que le lieutenant-colonel Picquart a sacrifié son présent et son avenir à ce qu'il croyait la vérité. Et ce qui m'effraye c'est qu'il y ait, sur cette généreuse et intelligente terre de France, tant de personnes qui refusent de l'admettre.

Donc, ceux qui témoignent « contre » sont sincères. Ceux qui témoignent « pour » sont sincères et courageux. Telle est mon opinion.

Ils n'ont pas besoin, d'ailleurs, d'être encouragés.

Leur conscience doit leur procurer ces joies intimes et profondes qu'elle mesure aux difficultés du devoir accompli. C'est elle qui leur permet, je suppose, de sourire sur le pilori que leur dressent chaque matin une demi-douzaine de journaux, et de voir couler avec une curiosité un peu indifférente le torrent des invectives.

Il faut rendre cette justice à ceux qui le fournissent et le dirigent : on ne saurait faire mieux. C'est réellement supérieur. Et quand on regarde le travail, on se demande parfois avec inquiétude si la Bible n'a pas calomnié la bête en nous racontant que Dieu s'en était servi pour créer l'homme. — J. CORNÉLY.

## A Travers Paris

La Société russe de bienfaisance de Paris, présidée par la princesse Ouroussoff et destinée à assister les sujets russes indigents et à les rapatrier, organise un grand concert de charité au profit de cette œuvre.

Ce concert aura lieu le 6 mai prochain, en matinée, au théâtre du Châtelet, gracieusement offert par la Ville de Paris, avec l'orchestre Colonne et le concours de Mme Litvinne et de MM. Brandoukoff, Delmas et de Radwan.

Le programme, composé d'œuvres de musiciens russes et étrangers modernes, seront publiés incessamment ainsi que les prix des places.

L'honorable M. Wallon, sénateur inamovible, ancien rapporteur de la Constitution de 1875, qu'on appelle quelquefois d'ailleurs la « Constitution Wallon », vient d'adresser à notre collaborateur M. Jules Roche, à l'occasion de son article d'avant-hier, la lettre suivante :

SÉNAT Paris, le 15 avril 1899.

Monsieur et très honoré ancien ministre, Permettez-moi de vous adresser mes félicitations pour votre article du *Figaro* de ce matin où vous rappelez d'une façon si catégorique et si nette quels sont les pouvoirs du Président de la République selon l'esprit et la lettre de la Constitution de 1875. J'ai moi-même plus d'une occasion de le dire dans ce journal même, et à la tribune et ailleurs ; mais on ne saurait trop le redire, et le dire comme vous le faites si bien, puisqu'il y a tant de monde à ne pas l'entendre.

Veillez agréer, monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

H. WALLON.

Cette lettre confirme avec une autorité particulière la doctrine si fortement exposée par M. Jules Roche sur les droits et les devoirs du Président de la République.

La fête organisée par la Presse parisienne aura lieu, comme nous l'avons annoncé, le 10 mai, à la Grande Roue de Paris.

Le programme comporte, entre autres attractions :

Un concert de jour et une représentation théâtrale le soir, auxquels les ar-

tistes les plus aimés du public parisien ont promis leur gracieux concours ; kermesse mondaine, maison de thé, ascensions dans la roue, kiosques fleuris, jeux de toute sorte ; en un mot, tout ce qu'il faut pour constituer un événement parisien.

La fête sera clôturée par une tombola sensationnelle.

La belle et émouvante *Jeanne d'Arc* de Frémiet, qui fait l'admiration de tous les passants, va quitter pour quelques jours son socle de la place des Pyramides.

Il s'est produit, en effet, un tassement de travers dans les fondations du socle, à la suite de l'installation d'une bouche d'incendie, et l'édilité va remédier à cet état d'urgence. C'est pour faciliter cette opération que la statue de *Jeanne d'Arc* va, à partir de ce matin, être transportée à la fonderie.

M. Frémiet en profitera pour donner à sa statue une patine nouvelle qu'il a récemment trouvée et qui, inaltérable, préservera désormais ce chef-d'œuvre de cette abominable salissure qui transforme peu à peu en négresses les plus belles statues de Paris.

L'Office central des œuvres de bienfaisance, dont nous avons plus d'une fois signalé à nos lecteurs le rôle si utile, fera sa vente annuelle les 22 et 23 avril, rue de Varennes, 73.

La colonie persane de Paris, qui compte tant de personnalités si sympathiques, est fort émue en ce moment.

Elle vient de voir arriver avec le titre de commissaire général pour la Perse, à l'Exposition de 1900, un petit commerçant fort inconnu, ou trop connu, qui a vu maintes difficultés non oubliées, à Constantinople et ailleurs, et qui, par ailleurs, aurait désormais la direction des intérêts des sujets de S. M. le Schah en 1900. C'est un M. Antoine Kitahji qui n'est ni Persan, ni sujet persan, ni fonctionnaire persan et qui n'est pas davantage Français.

M. Delcassé, qui a été avisé de l'invasibilité de ce choix, va faire procéder à une enquête, et tout permet de croire que les résultats de cette enquête donneront pleine satisfaction à la colonie persane et aux organisateurs de l'Exposition de 1900.

Le dernier tableau arrivé au Salon, mais non celui que le public regardera le moins, est un portrait de M. Félix Faure par M. Tanouh par la colonie française de Saint-Petersbourg pour l'hôpital dont le regrettable Président avait posé la première pierre lors de son voyage en Russie.

M. Félix Faure avait donné une dernière séance à l'artiste quelques jours seulement avant sa mort.

Le Président de la République est de retour, en habit, avec le grand cordon de la Légion d'honneur et une ample pelisse de fourrure.

L'attitude, le poing relevant la pelisse sur la hanche cambrée, rappelle peut-être un peu trop un autre portrait de Rigaud. Mais elle est en somme une expression de vie, très vraie, qui fera impression.

C'est la semaine prochaine que seront exposés, avant la vente, les chefs-d'œuvre de la collection de feu M. Victor Desfossés. Dans les dernières années de sa vie, M. Desfossés, qui avait pour ses tableaux une passion éclairée, avait fait construire, rue Galilée, une galerie où il eût été plus à l'aise pour les admirer. Le destin brutal n'a pas voulu qu'il connût cette joie, et cette galerie, où l'art devait réunir ses plus puissantes expressions, sera inaugurée par un acte contraire, une dispersion aux enchères.

## Hors Paris

On parle à la Cour de Russie des prochaines fiançailles du prince Danilo de Monténégro, qui est actuellement en visite à Saint-Petersbourg, avec la princesse de Mecklembourg-Strelitz, nièce de la princesse de Saxe-Altenbourg, fille de la grande-duchesse Catherine Michailovna.

Le commandant des pompiers de New-York, M. Scannell, vient de remettre une plaque en or, reproduction exacte du coupe-file officiel des pompiers new-yorkais, à miss Hélène Gould qui, lors de l'incendie de l'hôtel Windsor, a mis à la disposition des sauveteurs les salons de son palais et a soigné elle-même, malgré l'horreur de leurs blessures, toutes les victimes de la catastrophe qu'on y a transportées.

Cette distinction a causé à miss Hélène Gould une joie énorme.

## Nouvelles à la Main

Bien parisien.

— Quel est ce monsieur avec qui vous venez d'échanger un coup de chapeau ?

— Je serais bien en peine de le dire... Nous nous saluons, mais nous ne nous connaissons pas !

On parle de l'affaire :

— J'ai horreur, dit l'un des deux interlocuteurs, de ces mots à terminaison méprisante : « dreyfusard, antidreyfusard »...

Puis, passant à un autre ordre d'idées :

— Et vous habitez toujours la campagne ?

— Mais oui, je suis... campagniste !

L'obsession de l'affaire.

Un professeur d'histoire qui vient de lire son journal commence ainsi sa leçon :

« Nous en étions donc restés hier à 1820 court... »

Le Masque de Fer.

## LE

## DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

## COUR DE CASSATION

(SUITE)

## DÉPOSITION

DU

Lieutenant-colonel en réforme

## PICQUART

SUITE DE LA SÉANCE DU 23 NOVEMBRE 1898

Le président. — A quelle date cette pièce « ce canaille de D... » est-elle arrivée au bureau ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — D'après ce qu'on m'a dit, ce devait être en 1893 ou 1894. (Je ne suis arrivé à la tête du service des renseignements que le 1<sup>er</sup> juillet 1895.)

Le président. — Quand avez-vous eu connaissance de cette pièce ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — On m'en a parlé au moment de l'affaire Dreyfus, avant le procès, et je ne me souviens plus si on me l'a montrée ou non à ce moment.

Je l'ai vue, je puis dire pour la première fois, en ouvrant le dossier secret, à la fin d'août 1896.

Le président. — Quelle interprétation avez-vous donnée à ce moment à ces mots : « Ce canaille de D... » ? Les avez-vous appliqués à Dreyfus ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — En aucune façon, pour les raisons suivantes : D'abord à cause des documents fournis et de l'explication invraisemblable donnée par le commentateur au sujet de la manière dont ils auraient été pris.

Ensuite Dreyfus, s'il avait fait de l'espionnage aurait été une personne tellement précieuse pour un gouvernement étranger qu'il s'est inadmissible qu'on l'ait traité aussi légèrement.

D'ailleurs les espions importants ont leur nom démarqué dans le pays de B.

J'ai personnellement eu connaissance d'un espion double, envoyé à B., dont l'initiale véritable était C, qui s'est présenté sous le nom de L, et que l'on a appelé M.

Le président. — Vous nous avez parlé d'un article de l'*Echo de Paris*, du 25 avril 1898, relatif à l'affaire Dreyfus. Quels rapports ce journal avait-il avec les bureaux de la guerre ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — De mon temps, il n'en avait aucun avec le bureau des renseignements, pas plus d'ailleurs qu'aucun autre journal, bien que j'eusse à mon bureau un employé civil, introduit par le colonel Sandherr, qui faisait des articles de politique étrangère à l'*Éclair*.

Mais les renseignements donnés par l'*Echo de Paris* sont tellement précis dans la nomenclature des pièces essentielles secrètes, qu'ils ne peuvent provenir que de quelqu'un du bureau des renseignements, soit directement, soit indirectement.

Le 4<sup>e</sup> document est celui au sujet duquel j'ai les souvenirs les plus confus comme forme extérieure.

Je vous ai dit tout à l'heure que je croyais qu'il était double ; c'est un souvenir qui m'est revenu à l'instant, mais il n'est pas précis.

Par contre, je crois bien me souvenir de l'objet de ce document : c'est un rapport indiquant que l'attaché militaire E se serait rendu sans autorisation spéciale en Suisse. A l'aurait su et s'en serait plaint au 2<sup>e</sup> bureau.

Comme on avait su le départ de E, au 2<sup>e</sup> bureau, par le service des renseignements, celui-ci en a induit que A avait été averti par son ami du 2<sup>e</sup> bureau.

Je crois bien que le renseignement avait été donné à notre service de renseignements par la *personne honorable* dont il a été parlé dans le témoignage de Henry et transmis par l'agent Guénée. Ce serait un fait à vérifier.

En tout cas, je suis presque certain que Guénée a fait un rapport à ce sujet. J'estime que A a pu être averti d'une façon bien plus simple, les agents étrangers ayant entre eux des relations assez suivies pour qu'un départ soit immédiatement connu.

Je crois, d'ailleurs, me souvenir que E était particulièrement lié avec A, ce qui rendrait l'information rapide de A absolument naturelle.

Si c'eût été un agent secret du 2<sup>e</sup> bureau qui eût averti A, il paraîtrait extraordinaire que A fût venu montrer immédiatement au 2<sup>e</sup> bureau qu'il avait ce renseignement.

Voilà tout ce que j'ai, en ce moment, dans la mémoire, au sujet du dossier secret communiqué aux juges.

Il est possible qu'il y ait quelques inexactitudes de détail dans certaines des indications que je vous ai données, puisque je n'ai eu ce dossier à ma disposition que pendant deux mois, qu'il y a à peu près deux ans de cela, et que je n'ai pas conservé de note écrite à ce sujet.

Je demande à être mis au besoin en présence des pièces.

Le président. — Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer que les quatre pièces que vous venez d'analyser et que vous n'avez connues que fin août 1898, après la remise par Gribelin du dossier secret paré par Henry, soient les mêmes qui auraient figuré sous le pli secret relevé ?

« Nous en étions donc restés hier à 1820 court... »

Le Masque de Fer.

mis au président du Conseil de guerre ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — D'abord ces pièces se trouvaient bien dans le pli que Gribelin m'a remis lorsque je lui ai dit : « Donnez-moi le petit dossier qui a été communiqué aux juges de l'affaire Dreyfus. »

Il se trouvait, il est vrai, avec ces pièces, sept ou huit autres documents qui n'étaient pas, comme celles-ci, jointes au commentaire ; mais ces pièces avaient l'air d'un rebut, elles avaient moins d'importance que les autres ; il s'y trouvait deux ou trois photographies de la pièce « Ce canaille de D... »

J'en ai conclu que ces dernières ne formaient que le rebut du dossier et n'avaient pas été communiquées aux juges.

D'ailleurs, le général de Boisdeffre et le général Gonse ne m'ont fait aucune objection quand je leur ai montré les pièces jointes au commentaire, en leur disant : « Je vous prie d'examiner les pièces qui ont été montrées aux juges ; vous verrez qu'elles ne peuvent s'appliquer à Dreyfus. »

Et ils ont regardé ces pièces avec moi, comme étant des pièces communiquées aux juges.

Le commentaire accompagnait ces pièces.

Je l'ai remis, avec toutes les autres pièces, au général Gonse, quand il m'a redemandé le dossier secret, vers la fin d'octobre 1896.

Le président. — Lorsque vous avez communiqué les quatre pièces et le commentaire dont il s'agit à MM. de Boisdeffre et Gonse, quelles observations leur avez-vous présentées au sujet de ces pièces, et ne leur avez-vous pas expliqué que dans votre pensée elles ne pouvaient s'appliquer à Dreyfus ?

Je l'ai remis, avec toutes les autres pièces, au général Gonse, quand il m'a redemandé le dossier secret, vers la fin d'octobre 1896.



l'écriture du bordereau, avait nié que ce fût la sienne; que, pressé de questions, il avait trouvé quelle ressemblait à l'écriture d'un de ses camarades; et qu'il avait dit, le lendemain, à l'écriture de Dreyfus. « Mais ce doit être l'écriture de Brault. »

J'ai été frappé de voir que, dans l'affaire Esterhazy, ce dernier a raconté une histoire, invraisemblable d'ailleurs, d'après laquelle une personne se disant le capitaine Brault se serait procuré de son écriture en lui demandant un travail sur une brigade de cavalerie en Crimée.

Il est probable que du Paty aura averti Esterhazy de la réponse que lui avait faite Dreyfus.

Une autre conversation est celle où du Paty m'a raconté comment il rattachait une pièce, trouvée au service des renseignements, au bordereau.

Cette pièce, je l'ai su exactement depuis, est celle connue sous le nom de « ce canaille de D... »

Du Paty disait : « Dreyfus a eu des exigences folles (et je rapproche cette expression de celle de l'article de l'Éclair, « cet animal de Dreyfus devient bien exigeant ») ; il s'est brouillé avec son fournisseur habituel ; et puis il a fait demander à se raccommode ; c'est cette brouille qui explique le commencement du bordereau : « Sans nouvelles », etc.

Enfin, dans une dernière conversation, comme je demandais à du Paty s'il avait trouvé par quel moyen Dreyfus était payé, il m'a raconté que le paiement avait pu se faire sous le couvert de la prime d'assurance payée à la famille Dreyfus à propos de l'incendie d'un de ses établissements industriels. J'ignore à quelle date et où il eut lieu cet incendie, et si on peut rattacher cette date à l'affaire.

J'arrive à la séance du Conseil de révision.

Ce fut une pure formalité, la défense ne connaissant pas la communication des pièces secrètes, aucune mention n'en ayant été faite.

J'arrive à la dégradation de Dreyfus : J'y ai assisté par ordre du ministre, et j'étais placé à quelques pas derrière le général Darras.

Au moment de sa dégradation, Dreyfus a crié d'une voix retentissante une phrase qui est à peu près celle-ci : « Sur la tête de mes enfants, je jure que je suis innocent, Vive la France ! »

Il défila en marchant au pas avec son escorte.

En arrivant devant les journalistes, quelques-uns d'entre eux l'insultèrent et j'entendis distinctement ces mots : « N'insultez pas un innocent. »

La cérémonie terminée, je pris congé du général Darras, et comme il commandait les troupes et qu'on ne lui avait rien signalé de nouveau, je rendis compte en entrant qu'il n'y avait rien de nouveau.

Après-midi, le bruit courut dans les bureaux que Dreyfus avait fait des aveux.

Très honteux d'avoir fait un compte rendu qui pouvait être inexact, je courus au gouvernement militaire de Paris et j'y trouvai le commandant Guérin.

Je ne me souviens plus des termes exacts de notre conversation ; je crois me rappeler qu'il m'a dit avoir entendu dire que Dreyfus avait fait des aveux et que c'est le capitaine de gendarmerie qui les avait recueillis.

Je ne me souviens pas s'il m'a dit qu'il a entendu raconter cela par le capitaine de gendarmerie ou par quelqu'un d'autre. Il me dit qu'en tout cas le capitaine reviendrait le lendemain.

Je cours chez le général de Boisdeffre lui rendre compte de ce que m'avait dit le commandant Guérin.

Le général m'emmène immédiatement chez le ministre et veut m'y faire entrer ; le ministre ne me reçoit pas et causa quelques temps avec le général de Boisdeffre en particulier, et celui-ci sortit avec moi.

Depuis je n'ai eu aucune confirmation de ces aveux, et, autant que je puis me souvenir de l'impression qui m'est restée, il me semble que c'est celle d'un bruit sans consistance.

Jamais, à aucun moment, mes chefs ne sont revenus plus tard sur cette question des aveux, dans les différentes conversations qu'ils ont eues avec moi.

J'étais trop éloigné du général Darras pour que les rapports ou comptes rendus qui ont pu être faits avant la fin de la cérémonie pussent être entendus par moi ; je n'ai pas entendu notamment les propos attribués au général Darras en réponse à la communication du capitaine Bourguignon, que Dreyfus entendait protester de son innocence devant les troupes.

J'ai pris officiellement la direction du bureau des renseignements le 1<sup>er</sup> juillet 1895. Dès les premiers jours, le général de Boisdeffre me dit :

— L'affaire Dreyfus n'est pas finie, elle ne fait que commencer.

Et il m'invita à nourrir le dossier en faisant des recherches sur les points qui étaient restés absolument obscurs jusqu'alors ; et ces points étaient les raisons qui avaient pu déterminer Dreyfus à trahir.

Je ne sais plus exactement à quelle époque j'ai commencé ces recherches ; ce devait être à une époque assez voisine de mon entrée au service.

J'étais persuadé, à ce moment, de la culpabilité de Dreyfus, non pas en raison des débats auxquels j'avais assisté et dont je sentais le vide, mais parce que j'avais une foi absolue dans le dossier secret.

Le colonel Sandherr, pendant les quelques jours de lucidité qu'il eut encore après mon entrée au service, me parla de cette préoccupation du général de Boisdeffre de revenir sur l'affaire Dreyfus, et m'exprima son opinion personnelle, qui était qu'il valait mieux n'en plus parler.

C'est à ce moment qu'il m'indiqua où était le dossier secret.

Je commençai mes recherches par la question *jeu*. Nous avions au service un vieux agent, un nommé Guénée, qui d'ailleurs n'appartenait pas à l'une des administrations connues, agent libre, que je chargeai de cette mission.

Guénée m'avait dit fréquemment qu'il savait que Dreyfus jouait, il me cita même les indices qu'il pouvait avoir ; je le priai de m'apporier des preuves, afin qu'il n'y eût pas de confusion, je lui fis remettre par Henry une photographie de Dreyfus, et il entra en campagne.

Il me fournit quelques rapports qui existent certainement et qui ne contiennent que des indications les plus vagues.

Au bout de quelques mois, je rendis compte au général de Boisdeffre de l'in-

succès de ces recherches : il me dit alors d'aborder la question *femme*.

Guénée promettait monts et merveilles. A ce sujet, il me parla notamment d'une femme Bodson, qui avait été la maîtresse de Dreyfus. Je l'invitai à m'apporier des indications sûres ; mais lorsque j'ai quitté Paris, il n'y avait rien de sérieux à ce sujet.

J'avais exprimé plusieurs fois mon étonnement au commandant Henry de ce que la Préfecture de police et la direction de la sûreté générale, qui nous renseignaient d'habitude d'une façon si satisfaisante et auxquelles je m'adressais de préférence pour les autres affaires, n'avaient jamais rien donné.

Il me répondit que cela tenait à l'influence des juifs, et c'est d'ailleurs sur son conseil que j'avais choisi Guénée comme plus indépendant, plutôt que l'une des administrations que je viens de citer.

C'est au mois d'août 1896 qu'à la suite d'une affaire dont je ne soupçonnais pas d'abord la corrélation avec l'affaire Dreyfus, je fus amené à me convaincre de l'innocence de ce dernier : je veux parler de l'affaire Esterhazy.

Avant d'aller plus loin, je crois devoir dire un mot de ce que l'on appelait les recoupements relatifs à l'affaire Dreyfus, c'est-à-dire les indications postérieures à la condamnation qui pouvaient être de nature à prouver la culpabilité de Dreyfus.

Il y a d'abord un récit qui a couru au ministère et qui a été colporté (par du Paty, si je ne me trompe, je ne saurais l'affirmer) : c'est celui d'un voyage des officiers de l'Ecole de guerre à Pontarlier, voyage à la suite duquel on aurait constaté la disparition d'un plan du génie. Dreyfus aurait fait partie du groupe d'officiers qui aurait pu avoir le plan à sa portée.

Je n'eus un moment où nous fûmes informés qu'une puissance étrangère connaissait certains détails de matériel d'artillerie ; on prétend que la divulgation avait pu se faire que pendant que Dreyfus était à l'Ecole de pyrotechnie de Bourges.

Je ne crois pas que ces assertions aient jamais été contrôlées.

Du Paty a trouvé fréquemment des recoupements.

Le seul que j'aie en la mémoire parmi ceux à peu près plausibles est le suivant :

« J'ai acquis la conviction, par des papiers déchirés, qu'une puissance étrangère avait eu connaissance d'une correspondance échangée entre la direction de l'artillerie et le 1<sup>er</sup> bureau. »

Du Paty, je ne sais comment, se trouva chargé de la vérification, bien qu'il n'appartint ni à la direction de l'artillerie ni au 1<sup>er</sup> bureau, et il affirma que la divulgation devait avoir eu lieu pendant que Dreyfus était au 1<sup>er</sup> bureau.

Je me souviens que bien que je n'aie pas cru devoir contrôler en détail l'affirmation de du Paty, il m'était restée l'impression que la divulgation avait plutôt dû se produire à la direction de l'artillerie.

A une époque sur laquelle je n'étais plus bien fixé, mais que grâce aux instructions récentes qui m'ont permis de revoir les documents et d'éclaircir bien des points, je puis fixer à fin mars 1896, le capitaine Lauth, à qui j'avais donné des carnets pleins de déchirures à reconstituer, entra un jour dans mon bureau en me disant :

— Est-ce qu'il y en aurait un deuxième ? (Il voulait dire par là : Y aurait-il un deuxième trait ?)

Il me tendit une carte-télégramme qui avait été déchirée en morceaux et qu'il avait recollée ; cette carte était adressée à M. le commandant Esterhazy, 27, rue de la Bienfaisance.

Le contenu était à peu près le suivant : « Avant toute explication, je désirerais avoir une communication avec vous pour savoir si je dois reprendre les relations avec la maison R... Qui ou non. »

La signature est un C.

Le texte exact de cette carte-télégramme a été donné au compte rendu du procès du commandant Esterhazy.

Dans le même lot que cette carte (ou du moins j'ai toujours été persuadé que c'était dans le même lot), Lauth a trouvé des fragments d'une lettre au crayon noir signée également C. D'après les portions de texte encore existantes il semble qu'il s'agisse de la même question que celle qui est traitée par le *petit bleu*.

Je crois bien me souvenir de ces mots : « Mon père m'a envoyé des fonds », et on parle aussi « de conditions trop dures. »

En haut de cette deuxième pièce, et au crayon bleu, il y a écrit : « A faire porter par le concierge. »

Les deux pièces sont d'ailleurs au dossier établi contre moi par M. le capitaine rapporteur Tavernier.

Une expertise récente a établi qu'il n'était pas impossible qu'une même main eût écrit le *petit bleu* et le document au crayon noir, sans que les experts crussent pouvoir rien affirmer d'une façon positive. Une lacune que j'ai remarquée dans cette expertise c'est qu'on ne parle pas de l'inscription au crayon bleu.

Les experts, consultés sur la question de savoir si le *petit bleu* était de l'écriture de A ou bien de la mienne, ont conclu pour les deux cas de la même manière : « L'écriture ne paraît pas de la main de la personne en question. »

Il convient d'observer pourtant que, comme pièce de comparaison de l'écriture de A, on a pris une pièce déchirée et reconstituée datant d'octobre 1897, c'est-à-dire d'une époque à laquelle cette affaire a donné lieu à un certain nombre de faux.

Le rapport de l'expertise donne encore des indications sur les faits suivants : en s'aidant de l'expertise chimique et en s'aidant des clichés des photographies que j'avais fait faire du *petit bleu* en avril ou mai 1896. Les experts ont reconnu :

1<sup>er</sup> Qu'il y avait une légère surcharge à la lettre *grand E*, particulièrement du mot Esterhazy, à l'endroit où cet E était déformé par une déchirure.

Le rapporteur attribuant cette surcharge à la nécessité d'obtenir un résultat net sur la photographie, m'a interrogé, ainsi que le capitaine Lauth et Junk, pour savoir si l'un de nous avait fait cette correction.

J'ai répondu que je ne m'étais jamais occupé des détails matériels de photographie et que je n'avais jamais fait cette retouche.

Lauth et Junk ont nié également avoir fait cette retouche.

2<sup>e</sup> Après l'exécution de la photographie, toutes les lettres du mot Esterhazy et tout l'intervalle de ces lettres ont été grattées.

On a rétabli ensuite le mot Esterhazy à l'aide d'une surcharge, mais le grattage n'a pas été assez puissant pour que les experts n'aient pas pu reconnaître que le mot primitif était de la même encre et probablement de la même main que le reste du *petit bleu*.

Ce qui a permis de découvrir la surcharge, c'est la comparaison avec les clichés et le fait que l'encre des surcharges était une encre différente de celle du *petit bleu*.

J'estime que ce grattage et ces surcharges, qui sont de nature à tromper lors d'un examen superficiel, et à faire croire que le mot Esterhazy a été ajouté après coup, ont eu lieu après mon départ du ministère et avant l'information Ravy.

En effet, lorsque Lauth eut terminé ses opérations photographiques, il m'a remis définitivement le *petit bleu*, qui est resté constamment dans mon armoire, sans que je l'aie jamais sorti, sauf pour le montrer au général de Boisdeffre et au général Gonse.

Le jour de mon départ, le 16 novembre 1896, je l'ai remis en mains propres à Henry, en lui recommandant de le servir avec soin, parce que le collage était mal fait et que le document était très fragile.

Je n'ai remarqué, à ce moment, aucune altération dans l'aspect qu'avait toujours eu le *petit bleu*.

Mais lorsque le commandant Ravy (ou peut-être le général de Pellieux) me montra ce document fin novembre ou commencement de décembre 1897 en me demandant si je le reconnaissais, je répondis : « Oui, mais l'écriture me semblait plus homogène. »

Je ne me serais pas souvenu de cette particularité, si je n'avais revu, il y a huit jours, ma déposition écrite sur ce point.

Et venant après le rapport des experts, la chose m'a frappé.

La séance est levée.

## CONTINUATION DE LA DÉPOSITION DE M. LE LIEUTENANT-COLONEL PIQUART.

SÉANCE DU 28 NOVEMBRE 1898

J'ai à ajouter quelques mois à ma déposition de vendredi, au sujet des altérations du *petit bleu*, parce que j'ai revu depuis la déposition du commandant Lauth, qui m'a donné à ce sujet des indications complémentaires que je crois importantes.

Les experts ont reconnu qu'il y avait eu des altérations graves apportées au *petit bleu* après sa photographie, altérations de nature à faire croire, à un examen superficiel, que c'était un document sur lequel le nom d'Esterhazy avait été ajouté après coup.

Il s'agit donc d'une surcharge légère faite avant la photographie à la lettre E du mot Esterhazy, surcharge qui, de l'avis du rapporteur, pouvait avoir été motivée par la nécessité de mieux faire ressortir cette lettre à la photographie.

Or, je me suis rendu compte, par la déposition de Lauth, que les experts n'avaient eu entre les mains que les derniers clichés.

Il n'est donc pas possible d'affirmer que la surcharge légère dont je parle avait été faite avant toute opération photographique ; on peut seulement affirmer qu'elle a été faite avant l'exécution des derniers clichés.

Interrogé sur ce qu'il avait fait des premiers clichés et des premières épreuves, Lauth a répondu qu'il m'en avait remis une partie et qu'il avait détruit le reste.

Or, je ne m'occupais pas des détails de photographie ; si Lauth m'a remis les premières épreuves, ce qui est possible, on doit les retrouver.

J'ai remis au général Gonse toutes les pièces de mon enquête sur Esterhazy. Je n'ai rien détruit, pas même la moindre note au crayon, et je puis affirmer que Lauth ne m'a jamais remis de cliché.

Ceci dit, je continue mes explications au sujet de mon enquête.

Lorsque j'ai eu le *petit bleu* entre les mains, je me suis trouvé assez embarrassé, et j'ai réfléchi longuement sur ce que j'avais à faire.

Étant donné le peu de résultats que j'avais obtenus jusqu'à ce jour, ce document précis m'étonna un peu ; je me demandai un moment si on ne me tendait pas un piège.

D'autre part, je me souvenais de l'affolement qu'avait produit au ministère l'apparition du bordereau et je résolus d'agir avec une très grande circonspection.

Je ne connaissais absolument pas le commandant Esterhazy avant l'arrivée du *petit bleu*.

Le président. — Il semble cependant résulter de certains témoignages que votre enquête sur le complot d'Esterhazy aurait commencé déjà dans le courant de février, par conséquent avant l'arrivée du *petit bleu*.

Lieutenant-colonel Piquart. — L'instruction du capitaine-rapporteur Tavernier vient au contraire d'établir que, contrairement à ce qui avait été dit, je n'ai commencé mon enquête sur Esterhazy qu'après l'arrivée du *petit bleu*.

Cette instruction m'a permis, en outre, de prendre connaissance d'une pièce qui était éminemment de nature à faire croire que mes affirmations étaient mensongères ; cette pièce, au sujet de laquelle on a voulu faire croire qu'elle se trouvait par hasard dans le dossier Esterhazy, me montre au contraire qu'elle a pu être la base des affirmations que j'ai pu représenter comme connaissances Esterhazy avant l'arrivée du *petit bleu*.

Voici quelle est cette pièce, c'est une découpe du journal *l'Éclair*, ne portant aucune indication de date imprimée, mais portant à l'encre : « *Éclair*, 5 janvier 1896. » Cet entrefilet parle de la mort du beau-père du commandant Esterhazy.

On a eu soin de l'encadrer d'un trait au crayon rouge, ce qui ne se fait que pour les choses importantes.

Or le rapporteur, en faisant son enquête, a découvert que cet entrefilet n'était pas du 5 janvier 1896, mais du 5 janvier 1897.

Le général Gonse, interpellé à ce sujet, a dit que l'écriture était du colonel Henry, mais que cet officier avait dû se

tromper puisqu'on se trouvait au commencement d'une année.

Je laisse à la Cour le soin d'apprécier l'impression qu'a dû faire cette pièce en tête de mon enquête sur Esterhazy.

Quant aux erreurs de date que j'ai commises ultérieurement, en admettant que le *petit bleu* pouvait n'être apparu que même au milieu de mai, je les ai commises avec une bonne foi absolue, et la Cour pourra s'en assurer, quand elle connaîtra comment s'est faite mon enquête, et surtout dans quelles conditions singulières j'ai été appelé à déposer depuis lors, combien facilement une erreur pouvait se produire.

D'ailleurs, dans ses premières dépositions, le commandant Lauth, qui, pour tant, a réconstitué le *petit bleu*, avait admis d'abord que cette pièce avait paru à la fin de 1895 ; il a dit, une autre fois, et c'est dans une de ses dépositions écrites : « Il m'est impossible de préciser à un mois près l'apparition du *petit bleu*. »

La première chose que je fis quand j'eus le *petit bleu* en ma possession fut de chercher dans l'*Annuaire* à quel régiment appartenait Esterhazy.

Je vis qu'il appartenait au 74<sup>e</sup>, à Paris ; j'avais dans ce régiment un ami et camarade de promotion, le commandant Curé ; je le fis venir à mon bureau et lui demandai ce que c'était qu'Esterhazy.

Le commandant Curé ne parut nullement étonné de ma question ; je suis certain même qu'il m'a parlé, à ce moment, d'un pressentiment qu'il aurait eu au sujet du motif pour lequel je l'ai appelé, il me donna sur Esterhazy des renseignements défavorables.

J'englobai immédiatement en un seul tous les renseignements qu'il m'a donnés dans cette première entrevue et dans la promenade à cheval qui a suivi, parce qu'il me serait impossible de vous dire exactement ce qu'il m'a donné le premier jour et exactement ce qu'il m'a donné les jours suivants.

Au point de vue de la conduite privée, il fut assez sévère ; au point de vue spécial qui pouvait m'intéresser, il me dit qu'Esterhazy avait des allures singulières ; il avait demandé deux ans de suite en 1893 et en 1894, à aller aux écoles à feu ; il l'avait demandé encore une troisième année, en 1895, et comme on lui objectait que ce n'était plus son tour, il avait demandé un jour à Curé : « Vous qui êtes de l'état-major, pouvez-vous me renseigner sur la mobilisation de l'artillerie ? »

Ce fait a été confirmé par Curé à l'Instruction Tavernier.

Curé me dit encore qu'Esterhazy faisait constamment copier des documents chez lui.

Il me cita l'homme qui, à ce moment même, copiait chez Esterhazy un document relatif au tir ; c'est un nommé Ecalle, qui s'est retiré rue de l'Arcade.

J'ai donné son nom au général de Pellieux ; et il n'a pas été appelé.

Je crois me souvenir, mais ma mémoire est moins précise et j'ai besoin d'être contrôlé, qu'Esterhazy avait reçu du capitaine Daguene, du même régiment, un document relatif au tir, n'a pu le lui rendre et a dit qu'il l'avait égaré.

A cette époque, Curé paraissait attaché de l'importance à ces faits.

Depuis, j'ai cherché à les atténuer, sans cependant pouvoir les nier.

Je dois dire que quand il a déposé, il était employé à l'état-major de l'armée, et il m'en a beaucoup voulu lorsque j'ai cité son nom au général de Pellieux.

Plus tard, c'est encore Curé qui m'a indiqué le mois d'août 1894 comme l'époque à laquelle il avait été avec Esterhazy aux écoles à feu.

C'est lui qui m'a procuré un exemplaire du rapport du régiment, qui était sa propriété personnelle, que j'ai joint au dossier et où Esterhazy est désigné pour prendre part aux manœuvres de brigade avec cadres fin mai 1894.

Enfin, je crois bien que c'est Curé qui m'a averti qu'Esterhazy s'était rendu deux fois à une ambassade étrangère à Paris, pour y faire une démarche en faveur de son colonel.

J'avais toujours cru avoir consulté Curé, très peu de temps après l'arrivée du *petit bleu* et avant d'exercer aucune surveillance sur Esterhazy.

Considérant après le dossier de mon enquête sur Esterhazy que je viens de revoir ces jours-ci, pour la première fois depuis deux ans, le premier rapport de mon agent est du 17 avril et Curé croit se souvenir que je ne l'ai interrogé que fin avril.

Il est possible que j'aie confondu, mais cela me semble extraordinaire.

Pour avoir des renseignements sur Esterhazy, je m'adressai non pas à Guénée, notre agent habituel, que je ne croyais pas discret, mais à un agent de la Sûreté générale, qui est très bon et qui était à ma disposition.

Je lui demandai simplement des renseignements sur la vie privée d'Esterhazy et me gardai bien de lui faire voir qu'il s'agissait d'une affaire d'espionnage ; il l'a, d'ailleurs, reconnu à l'Instruction Tavernier.

Les investigations de cet agent se poursuivirent avec beaucoup de tranquillité et de discrétion jusqu'à mon départ de Paris. Elles furent interrompues, à certains moments, par des déplacements d'Esterhazy, et je crois, aussi, à une absence de l'agent, qui avait d'autres services d'ailleurs à assurer.

Je vous donne immédiatement le résultat d'ensemble de ses investigations, résultat qui est consigné, soit dans un compte rendu détaillé qu'a fait l'agent après mon départ et qui est extrêmement instructif, parce qu'il n'y a pas un fait qui ne puisse être contrôlé et prouvé.

Ce compte rendu est au dossier établi contre moi par le capitaine Tavernier.

En résumé, Esterhazy était dans une situation pécuniaire précaire ; on voyait souvent du papier timbré arriver chez lui.

Un jour, on était à la veille d'une saisie ; l'entrepreneur d'une maîtresse rue de Douai, et l'agent m'a indiqué les dépenses que cela lui occasionnait ; je n'ai plus aucun chiffre dans la tête à ce sujet.

Depuis plusieurs années, Esterhazy se livrait vis-à-vis de ses fournisseurs à des actes indécents. Il fréquentait des gens d'argent.

J'ai su plus tard qu'il faisait partie du conseil d'administration d'une société financière anglaise ; il donna d'ailleurs sa démission vers l'époque où je l'ai appris.

L'agent m'a également fait un rapport sur les manœuvres auxquelles il se se-

rait livré pour s'approprier une partie de la dot de sa femme.

La se bornèrent, pour le moment, les investigations au sujet d'Esterhazy.

Instruit par l'exemple de l'affaire Dreyfus, je ne voulais le signaler comme pouvant être un traître que si j'avais des raisons suffisantes pour cela ; et jusqu'à ce que j'aie, en dehors du *petit bleu* qui pouvait être un piège, que des présomptions.

Ma surveillance sur Esterhazy fut ralentie, puis interrompue tout à fait, du 15 mai jusque vers le milieu de la première quinzaine de juillet par un deuil de famille très cruel, à la suite duquel je pris une permission, puis j'allai à un voyage d'état-major.

A mon retour se place une série de faits graves qui changent la tournure de l'enquête.

Je fis avisé vers le commencement de juillet, par le commandant Pauffin de Saint-Morel, qu'un agent étranger désirait se mettre en relations avec nous par l'intermédiaire de M. F., personne honorable établie à l'étranger.

Cette personne vint me trouver et me dit qu'elle avait en effet reçu la visite d'un agent étranger que je désignerais par les lettres initiales R. C.

R. C. nous était connu, il avait eu des accointances avec certains de nos agents et il prétendait avoir été révoqué de son emploi par la dénonciation d'un de ces agents que nous avons même congédié. R. C. avait dit à M. F... qu'au moment de l'affaire Dreyfus on s'était demandé dans le pays que servait R. C., pour le compte de qui travaillait Dreyfus, qu'on avait fait des recherches partout à ce sujet et qu'elles n'avaient pas abouti.

R. C. ajouta que la puissance qu'il servait n'avait jamais eu qu'un seul officier français à son service, un chef de bataillon, qui donnait des documents surtout relatifs au tir et à l'artillerie ; que ces documents étaient de peu de valeur, qu'on avait fini par le renvoyer.

J'organais une entrevue entre R. C. et des officiers de mon bureau, dans une ville étrangère.

Cette entrevue eut lieu le 6 août 1896.

J'avais désigné Lauth pour s'y rendre.

Je ne me rappelle pas si j'avais désigné un autre officier ; ce dont je me souviens, c'est qu'au dernier moment Lauth insista beaucoup pour emmener avec lui le commandant Henry ; je cédai à ses instances, bien qu'Henry ne sût aucune langue étrangère.

Le résultat de l'entrevue fut consigné en entier de la main même de Lauth, dans un rapport joint au mémoire que je fis à la date du 1<sup>er</sup> septembre sur l'état de l'affaire Esterhazy, mémoire qui est actuellement joint au dossier établi contre moi par le capitaine Tavernier ; et il y est dit qu'en 1893 ou 1894, vers l'époque des manœuvres je crois, un chef de bataillon, âgé de quarante-cinq à cinquante ans, offrit ses services, qu'il avait donné des renseignements sur un fusil en essai au camp de Châlons, sur le nouveau canon à tir rapide, et sur des ouvrages de fortifications de l'Est.

Cet officier avait été congédié en 1895. Lauth et Henry prétendirent que R. C. n'avait pas voulu donner le nom de l'officier et qu'on ne pouvait lui arracher les renseignements que par lambeaux, ce qui est une attitude toute différente de celle qu'il a eue avec M. F...

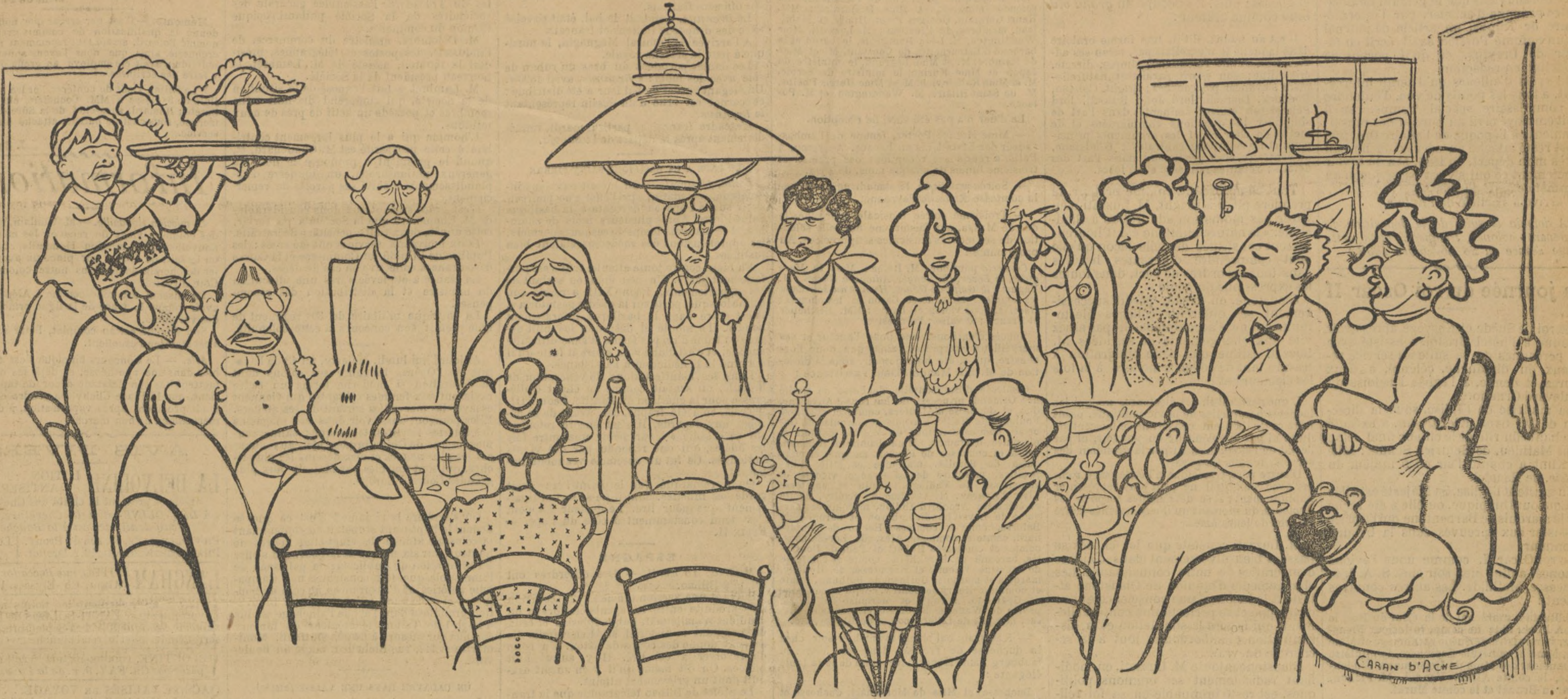
R. C. avait cependant donné le nom d'une autre personne, n'ayant d'ailleurs aucun rapport avec l'officier en question, et cette personne a été réellement suspecte.

Comme particularité de l'officier, R



## UN DINER DANS LA LOGE

PAR CARAN D'ACHE



## LE DERNIER SALON OU L'ON CAUSE :

son opinion, mais en me demandant instamment de voir la signature. Je lui refusai, car, sans quoi, j'aurais trahi Esterhazy.

Dans sa déposition devant le capitaine Tavernier, outre l'indication inexacte de la date de notre entrevue, M. Bertillon prétend que je lui ai parlé, à ce moment, d'une erreur dans la condamnation de Dreyfus. J'affirme n'avoir pas tenu ce propos.

Lorsque je vis, à n'en pouvoir douter, que l'écriture du bordereau était celle d'Esterhazy, soit que cette conviction soit née avant ou après l'entrevue Bertillon (je ne saurais l'affirmer), mais sûrement après l'entrevue du Paty, voyant d'ailleurs que les pièces du bordereau n'étaient pas forcément fournies par un officier d'état-major, qu'Esterhazy pouvait en avoir fourni au moins une partie, remarquant que les mots « je vais partir en manœuvres » pouvaient parfaitement s'appliquer à Esterhazy, qu'Esterhazy, qui était major en 1894, avait des secrétaires à sa disposition pour copier des documents aussi volumineux qu'un Manuel de tir, je résolus de consulter le dossier secret pour voir quelle part pouvait rester à Dreyfus dans la trahison, et pour m'assurer si, peut-être, ce dossier ne me donnerait pas de nouvelles indications sur Esterhazy.

J'avoue très franchement que j'eus un mouvement de stupeur en lisant le dossier secret.

Je croyais y trouver des choses graves et je ne trouvais en somme qu'une pièce pouvant s'appliquer à Esterhazy au moins aussi bien qu'à Dreyfus, une pièce indifférente (celle où il est question de Davignon, une pièce qu'il me paraissait absurde d'appliquer à Dreyfus, « cette cassette de D... ») et enfin une dernière où je reconnaissais dans un rapport annexé l'écriture de Guéno, et qui paraissait au moins aussi indifférente que la deuxième.

Ceci se passait le soir.

Je m'étais attardé seul au bureau, afin d'examiner ces pièces d'une manière complète.

J'y réfléchis pendant une partie de la nuit et, le lendemain, j'exposai toute la situation au général de Boisdeffre, telle que je la voyais, en emportant à son bureau le dossier secret, le fac-similé du bordereau, le *petit bleu*, et les principales pièces de l'enquête Esterhazy.

Je me demandai en ce moment s'il y avait eu une ou deux entrevues; toujours est-il que je vois, dans mon esprit, le général de Boisdeffre examinant avec moi le dossier secret, s'arrêtant avant la fin et me dire d'aller en rendre compte, à la campagne, au général Gonse, et de prendre son avis.

Avant de me rendre chez le général Gonse, je mis au net une note de quatre pages que j'avais faite le 1<sup>er</sup> septembre et dans laquelle je résumais l'état de la question Esterhazy.

Cette note, que j'ai appelée *mémoire* dans certaines dépositions, est actuellement au dossier Tavernier. Je crois bien que, malgré mes instances, elle n'a été produite ni au général de Pellieux, ni au commandant Gervais; cependant je ne puis l'affirmer.

Cette note commença par faire mention du *petit bleu*. J'ai commis là une erreur de date en disant qu'il apparut vers la fin d'avril; c'est la fin de mars qu'il aurait fallu dire.

Je raconte ensuite sommairement la conversation que j'ai eue avec M. F. et l'entrevue avec R. C.

J'énumère ensuite les différentes présomptions qui peuvent résulter, contre Esterhazy, de son attitude, sa présence obstinée au champ de tir, ses demandes de documents, etc.

Je fais remarquer que son écriture présente une similitude frappante avec celle du bordereau, qu'il était à même, comme major, de faire copier le Manuel de tir, et que l'expression « je vais partir en manœuvres » peut s'appliquer à lui.

À ce dernier point de vue j'ai fait une légère erreur, non de fait, mais d'appréciation; comme on avait admis que l'expression « je vais partir en manœuvres »

pouvait s'appliquer à Dreyfus, parce qu'il était allé à un voyage d'état-major en juin 1894, j'avais cru pouvoir dire que cette expression pouvait s'appliquer aussi à Esterhazy, qui était allé en manœuvres de brigade en mai 1894; mais comme il semble établi maintenant que le bordereau est postérieur à mai et juin, mon affirmation est erronée, j'aurais dû dire : « Les mots : « je pars en manœuvres » peuvent s'appliquer à Esterhazy parce qu'il a été, en effet, au camp de Châlons, au mois d'août. »

Dans cette note, je continue en exposant le désordre de la vie d'Esterhazy, le désordre de sa situation pécuniaire, et je termine presque textuellement par ces mots que je tiens à citer, car ils prouvent quelle était à ce moment mon opinion sur les moyens à employer pour continuer l'enquête; je dis donc à peu près ceci :

« Tels sont les résultats auxquels il a été possible d'arriver par une enquête qui, pour rester discrète, est forcément incomplète; je crois qu'il serait nécessaire de poursuivre cette enquête d'une manière plus approfondie, et pour cela, de demander d'abord au commandant Esterhazy des explications sur ses relations avec une ambassade étrangère, de lui demander l'emploi des documents qu'il fait copier chez lui. Il serait nécessaire d'interroger ses secrétaires. Il faudrait agir, pour cela, inopinément, avec fermeté et prudence, car le commandant Esterhazy m'est signalé comme un homme d'une habileté et d'une rouerie sans égales. »

C'est avec ce mémoire, les pièces à l'appui, et le dossier secret que je me rendis chez le général Gonse, à une date qu'il fixe au 3 septembre.

Je considérai ma mission de police comme terminée, et j'avais hâte de revenir entièrement à mes autres affaires, qui étaient, à ce moment, particulièrement importantes.

Avant de passer à mon entrevue avec le général Gonse, je crois nécessaire de dire un mot de l'attitude des officiers de mon bureau pendant mon enquête.

Au début, Lauth seul connaissait le *petit bleu*, puisque Henry était absent. Lorsque celui-ci revint, je lui en parlai, soit que j'aie pris l'initiative de cette conversation, soit qu'il l'ait engagée lui-même, averti par Lauth.

Je lui demandai s'il connaissait Esterhazy. Il me répondit « oui », mais du ton d'une personne que l'on ne voit pas. Et, effectivement, il ne me parla que du passé, me racontant qu'il avait été, avec Esterhazy et Weil, au service des renseignements, en 1878. Il ne me donna aucun détail intéressant sur Esterhazy, et m'en donna seulement sur Weil, sans me dire que les relations entre ces deux personnes continuaient à l'heure actuelle.

J'informai Henry que je m'étais réservé cette affaire, et que je la conduirais avec un seul agent que je lui nommai.

Je ne me souviens pas que nous ayons parlé ensemble de cette affaire, d'une manière particulière, avant la fin de septembre ou le commencement d'octobre suivant; mais je sais, par la déposition faite par Gribelin, que Henry en parlait en sortant du bureau lorsque, accompagné de Lauth, Gribelin et Junck, il rentrait chez lui.

J'attire notamment l'attention sur ce mot que, d'après Gribelin, Henry aurait prononcé un jour : « Son *petit bleu* ne vaut rien, il n'a pas le cachet de la poste. » Dans la même déposition, Gribelin dit, en propres termes, que Henry appelait cette affaire « la marotte du colonel ». Je suis donc persuadé que, tandis que je poursuivais mon enquête avec toute la discrétion possible—pour éviter des bavardages regrettables—j'étais épié par mes subordonnés, et qu'ils se communiquaient entre eux, à la sortie du bureau, leurs impressions sur ce que je faisais.

J'avais été obligé d'avoir recours à Lauth pour photographier le *petit bleu*. J'estimais et l'estime encore, qu'un document de cette importance doit être photographié, et que l'original ne doit

pas être promené dans un dossier, d'un bureau à l'autre, comme cela eût eu lieu plus tard, si je n'avais pas eu la précaution de faire faire une photographie.

Au bout de quelques jours, Lauth me demanda l'autorisation de se faire aider par Junck, car il y avait peu de temps que j'avais décidé qu'on ne ferait plus faire la photographie de pièces secrètes par un photographe civil, et mes officiers n'étaient pas encore très habiles.

Après les premiers essais, j'invitai Lauth à faire disparaître les traces de déchirures, pour deux raisons : le document est en trente-cinq morceaux, et les déchirures, venant en photographie, en rendent la lecture très difficile. En second lieu, je ne tenais pas à ce que, quand le dossier, qui pouvait être fermé, irait chez le chef de l'état-major ou chez le ministre, les officiers d'ordonnance du ministre ou ceux du chef d'état-major eussent connaissance, par l'aspect seul de la photographie, de la manière dont la pièce était lobbée entre nos mains.

Je ne faisais d'ailleurs rien de nouveau; il existe des fac-similés du bordereau, et il y en a au dossier Tavernier, où les traces de déchirures ont été soigneusement enlevées.

L'ensemble de ce travail de photographie du *petit bleu* doit se placer fin avril ou dans le courant de mai.

Je me suis permis d'insister là-dessus, à cause des accusations qui ont été portées contre moi, au sujet des raisons qui m'ont fait effacer les traces de déchirures.

On a prétendu que j'avais voulu tromper mes chefs, faire apposer des cachets de la poste. Il n'y a qu'à se reporter aux faits.

J'ai montré au général de Boisdeffre et au général Gonse l'original du *petit bleu* reconstitué, intact, et je leur en ai dit la provenance; de plus, à l'appui de ma note du 1<sup>er</sup> septembre, note qui pouvait être appelée à courir d'un bureau à l'autre, se trouve un fac-similé du *petit bleu* (recto et verso) et un fac-similé du bordereau, et non pas le *petit bleu* original, ni le bordereau original.

Je prétends que toutes les accusations qui ont été portées contre moi, à ce sujet, doivent être une œuvre d'imagination provenant soit des incitations d'Henry, soit d'expressions mal comprises et dénaturées plus tard dans un mouvement de passion.

Je remarque en tout cas ceci : dans sa première déposition devant le commandant Ravary, en décembre 1894, le capitaine Junck ne parle aucunement d'apposition de cachets de la poste; il dit simplement : « Je crois que le colonel » faisait effacer les déchirures « pour pouvoir dire qu'il avait intercepté le *petit bleu* à la poste. »

Plus tard, quand le capitaine Junck, attaché au cabinet de M. Cavaignac, déposa devant M. Fabre et devant le capitaine Tavernier, il prétend que j'ai voulu faire apposer des cachets de la poste; il prétend que j'ai voulu faire disparaître le *petit bleu*; assertions contre lesquelles je m'élève de la façon la plus formelle.

Au sujet de l'attitude des officiers, je n'ai plus que deux mots à dire, à propos d'une conversation que j'avais eue avec Lauth, peu de temps après l'apparition du *petit bleu*.

Je crois utile d'en parler, parce que c'est un des principaux griefs invoqués contre moi à l'instruction Tavernier.

Voici ma version :

Nous causions du *petit bleu*, Lauth et moi, la porte de mon bureau étant ouverte; Lauth me dit : « Mais cette pièce n'a pas d'authenticité, il y faudrait le cachet de la poste. » Depuis toutes ces accusations, je me demande même s'il n'a pas dit : « Il faudrait y mettre le cachet de la poste » parce que cela me donnerait l'explication de la demande que j'ai faite à Gribelin vers la même époque. Mais il m'est impossible de rien affirmer à ce sujet.

Je me souviens seulement que je lui dis : « N'est-ce pas l'écriture de A. ? » Il me répliqua très vivement : « Cela, jamais de la vie ! »

J'ajoutai : « Vous serez, en tous cas, toujours là pour affirmer d'où cela vient. »

Lauth, dans ses dépositions, prétend que je lui ai dit :

« Vous serez toujours là pour affirmer que c'est l'écriture de A », ce qui me paraît absurde puisqu'une question d'écriture aussi grave ne peut être affirmée en justice par la simple assertion d'un officier, tandis qu'au contraire en lui disant qu'il serait là pour affirmer la provenance de la pièce, je ne faisais rien que de très naturel, car il n'y avait que lui et moi qui puissions affirmer quelque chose à ce sujet et, comme chef du service des renseignements, j'étais exclu, par les usages du ministère, de tout témoignage devant la justice à ce sujet.

Je regrette que Junck, qui, dans sa première déposition, avait dit que je voulais certifier à Lauth l'origine de la pièce, soit revenu depuis sur cette déposition, en se ralliant à la version de Lauth.

L'attitude de mes officiers à tous les étages excellente jusqu'à l'époque où Henry a été informé que je poursuivais une enquête sur Esterhazy.

Par la déposition de Gribelin devant M. Tavernier, je vois qu'Henry se permettait en mon absence d'exciter les officiers contre cette enquête.

A partir du mois de septembre, époque à laquelle éclatèrent toutes les machinations contre Dreyfus et contre moi, il y eut un malaise extrême au bureau et à la fin d'octobre, époque à laquelle je sais maintenant qu'Henry s'était mêlé directement à ces machinations, ce malaise atteignit ses dernières limites.

J'estime qu'après mon départ Henry n'a pas dû se gêner pour me représenter ouvertement, devant tous les officiers, comme l'auteur des indiscrétions qui avaient été soi-disant commises.

Je suis même presque certain qu'il a dû en parler à Lauth et probablement à Gribelin avant mon départ.

Quand les officiers ont su, par Henry, que l'on touchait à l'affaire Dreyfus, à laquelle Gribelin avait pris une part très directe et à laquelle Lauth avait été plus ou moins mêlé, ils ont dû donner libre carrière à leurs sentiments d'indignation contre moi.

D'ailleurs, les machinations qui ont été ourdies au bureau même des renseignements, contre moi, à la fin de 1896 et dans le courant de 1897, étaient de nature à présenter ma conduite sous un jour déplorable et à passionner les officiers contre moi.

Le président. — Avez-vous appris alors qu'il y ait eu des relations entre Henry et Esterhazy ?

Le lieutenant-colonel Picquet. — Non.

A partir de mon entrevue avec le général Gonse, je ne marche plus de mon propre mouvement ni aussi librement qu'après mon compte rendu au général de Boisdeffre.

C'est une nouvelle période qui s'ouvre, et cette nouvelle période est immédiatement signalée par un certain nombre de faits que je croyais d'abord devoir attribuer à l'action de la famille Dreyfus, et qui, bien au contraire, doivent être attribués à ses ennemis.

Lorsque j'arrivai à la campagne, chez le général Gonse, je lui expliquai l'affaire Esterhazy, sa connexion avec l'affaire Dreyfus; je lui montrai le *petit bleu* original et lui en dis l'origine.

A l'instruction Tavernier, le général Gonse me reprocha d'avoir voulu lui faire croire à ce moment que le *petit bleu* était de l'écriture de A.

J'affirme qu'il n'en est rien. D'ailleurs, le *mémoire* que j'apportai au général Gonse, en même temps que le *petit bleu*, et qui est daté du 1<sup>er</sup> septembre, porte que, d'après moi, cette pièce (le *petit bleu*) permet de conclure à des relations louches entre Esterhazy et une ambassade étrangère. Je ne parle ni d'écriture, ni d'aucune personne en particulier.

Cependant, dans la conversation, j'ai dû certainement dire au général Gonse que je croyais que c'était avec A qu'Esterhazy avait affaire, la supposition étant bien permise, étant donnée l'origine du *petit bleu*.

Le général, après avoir pris connaissance de toutes les pièces, y compris

celles du dossier secret, me dit : « Alors, on se serait trompé ? »

Il n'ajouta pas d'autres commentaires ce jour-là, du moins, il ne m'est rien resté dans l'esprit à ce sujet.

Et il me dit de rendre compte au général de Boisdeffre qu'à son avis il y avait lieu de ne pas confondre les deux affaires.

Je rendis compte immédiatement au général de Boisdeffre, et je restai fort perplexe, car, à mon avis, les deux affaires se confondaient absolument.

En attendant le retour du général Gonse, qui eut lieu le 15 septembre, je ne fis rien de nouveau, d'autant plus qu'Esterhazy fut, pendant cette période, aux grandes manœuvres.

Toutefois, le 4 septembre (c'est du moins la date qu'on m'a donnée à l'instruction Tavernier) je me rendis chez le colonel du régiment d'Esterhazy (colonel Abria) pour lui demander, avec l'assentiment du ministre, de l'écriture de cet officier.

Il y avait plusieurs jours que le ministre attendait avant de se décider à me donner son assentiment à ce sujet, et ce n'est que le 4 qu'il se décida.

Dans mon entrevue avec le colonel Abria, je fis d'ailleurs mon possible pour éloigner de son esprit l'idée d'une trahison de la part d'Esterhazy. Je parlai simplement d'indiscrétions commises, et mon attitude est d'ailleurs bien établie par le témoignage du général (alors colonel) Abria devant le capitaine Tavernier.

Jusqu'au 15 septembre j'eus l'occasion d'écrire trois fois au général Gonse :

Une première fois le 5, je crois, à la réception des échantillons d'écriture que m'envoyait le colonel Abria; ayant là des pièces de comparaison en nombre suffisant, je lui demandai l'autorisation de faire une expertise sérieuse.

Il s'y refusa, dans une lettre qui est connue, et où il me dit que ce serait prendre de nouveaux confidents dans de mauvaises conditions; qu'il faudrait au contraire voir comment Esterhazy avait pu se procurer les documents; je crois même que le général ajoute qu'il faut interroger les secrétaires, mais je n'en suis plus sûr.

Je n'ai pas bien compris les raisons du général Gonse.

Enlevant la date et la signature des documents, l'expertise pouvait se faire avec des garanties de discrétion absolue, et, d'autre part, en faisant une enquête au sujet des documents, j'étais forcé de montrer aux personnes à qui je m'adressais que je soupçonnais Esterhazy.

Le général Gonse me demandait une œuvre d'officier de police judiciaire, et non plus simplement une œuvre de police.

A ce moment se produisirent des faits très graves, que j'attribuai d'abord à la famille Dreyfus, parce que depuis quelque temps toutes les lettres que cette famille écrivait au condamné portaient l'indication d'une action prochaine en faveur d'une révision.

J'avais fait copier plusieurs de ces lettres; je crois même en avoir fait photographier; mais quand je les signalai au général de Boisdeffre, il me dit que cela pouvait passer.

Je fis même surveiller directement les concubines que tenait la famille Dreyfus à la campagne, sans que je puisse me souvenir de la date exacte à laquelle cette surveillance a commencé.

Les choses en étaient ainsi lorsqu'à partir du 3 ou du 4 septembre, la presse commença à s'occuper de nouveau de Dreyfus, et l'on remarquera que cette campagne coïncide précisément ou, du moins, suit, à très peu de jours, le moment où, m'étant convaincu de l'innocence de Dreyfus, j'en ai rendu compte au général de Boisdeffre.

Une chose qui m'a frappé beaucoup depuis, c'est que du Paty, qui était d'ailleurs avec le général de Boisdeffre sur un pied de grande intimité, ne m'a jamais dit un mot au sujet de la campagne qui se produisait; qu'il ne soit pas venu, comme d'habitude, me faire ses réflexions à ce sujet; qu'enfin il ne m'ait

jamais reparlé du spécimen d'écriture que je lui avais montré.

M. Bertillon, lui, fut plus explicite dans l'entrevue qu'il eut avec moi à cette époque, et dont je vous ai parlé.

Je ne m'étais pas souvenu de son propos; mais ayant lu dernièrement sa déposition devant M. Tavernier, j'y trouve les mots suivants, qu'il m'aurait dit cette occasion :

« Attendez quelque temps; vous verrez que des machinations vont se produire en faveur de Dreyfus. »

Le 4 septembre (et je donne cette date d'après une déposition de Gribelin) on appela au ministère des colonies, par téléphone, le chef du service des renseignements.

Le général Billot ne voulait pas que j'y aille moi-même, et j'y envoyai Gribelin.

On montra à Gribelin une lettre qui venait d'arriver à l'adresse de Dreyfus; je vous en donne de suite la description, ayant vu moi-même la lettre quelques jours après.

C'était une lettre signée Weyler, dont le signataire entretenait Dreyfus du mariage prochain de sa fille. Cette lettre était écrite en caractères bizarres, semblables à un dessin; et lorsque j'ai vu plus tard la lettre *Espérance*, qui aurait été envoyée à Esterhazy par une dame voilée, il m'a semblé reconnaître, au bas des lettres, des boucles du même genre que celles de la lettre Weyler; mais c'est une simple impression; je ne saurais rien affirmer à ce sujet.

Ce qui était grave, c'est que, dans les interlignes, étaient écrites, à l'encre sympathique, des phrases compromettantes, à peu près ainsi conçues :

« Ne comprenant rien à votre dernière communication, prenez le premier système. »

« Dites où sont les armoires »

« d'où on a enlevé les documents »

« et quel est le mot des serrures. »

« Acteur agira aussitôt. »

Cette encre sympathique était assez visible, me dit Gribelin, pour que l'on pût lire presque tout sans faire chauffer la lettre. En tout cas, elle ne pouvait pas échapper à l'examen le plus superficiel.

Je vis cette lettre le lendemain ou le surlendemain, entre les mains de M. Bertillon, et c'est elle qui constitue le *fait grave* dont je parle au général Gonse dans ma lettre du 7 septembre; les divers indices dont je lui parle dans la même lettre étant les concubines de la famille Dreyfus et le ton des correspondances adressées par cette famille au condamné.

J'étais persuadé alors que la famille Dreyfus allait tenter un grand coup, et l'acte de Weyler m'effraya, comme indiquant une tentative maladroite et de nature à créer du scandale.

Ce n'est que plus tard, quand je reparlai de la question avec un haut fonctionnaire de la Sûreté générale, qui avait vu également le document, que mes yeux s'ouvrirent et que je vis que ce ne pouvait être qu'un faux.

Lorsque je vis ce document entre les mains de M. Bertillon, il avait été chauffé de manière à faire ressortir toute l'encre sympathique.

Mais M. Bertillon était en train d'en faire faire une copie qui devait être envoyée au condamné à la place de l'original. La copie, déjà très avancée, était d'une exactitude parfaite, et le filigrane du papier était le même.

Je n'ai pas eu de nouvelles de l'arrivée de ce document à Dreyfus, et de l'accueil qu'il y a fait.

En même temps, je continuai à faire surveiller la famille Dreyfus.

J'employai Guéno, l'agent libre du bureau, à me renseigner sur la presse et à me dire quels étaient les journaux qui allaient intervenir en faveur de Dreyfus. Un renseignement qu'il me donna qui me trompa beaucoup, et dont je n'ai connu que plus tard la fausseté, c'est que le journal *L'Éclair* était dévoué à la famille Dreyfus.

Il y a même un rapport que l'on pour-



raitretrouver, où il meparle de l'union Sabatier-Casteln avec Dreyfus-Hadamard. Mais, en même temps que Guénée, j'employai un autre agent appartenant à la direction de la Sûreté générale, le commissaire spécial Toms, dont les renseignements furent tous sûrs.

Je me souviens que le général de Boisdre ordonna d'acheter, par l'intermédiaire de Toms, un article de journal qu'un nommé Possien avait écrit en faveur de Dreyfus, et qu'il portait de rédaction en rédaction.

Je crois d'ailleurs qu'il serait intéressant, à tous les points de vue, d'entendre le commissaire spécial Toms, car il était employé civil au bureau des renseignements à l'époque de l'affaire Dreyfus; il est resté attaché au service du bureau après mon départ, en 1896, et a dû savoir exactement ce qui s'y est passé jusqu'au commencement de 1899.

J'arrive à l'article de l'Éclair.

(A demain la suite de la déposition du lieutenant-colonel Picquart, dans cette même séance du 28 novembre 1898.)

## La journée du roi Oscar II

Le roi de Suède et Norvège, après avoir déjeuné à l'hôtel Bristol, a assisté avec les personnes de sa suite au service religieux du dimanche, célébré, à deux heures et demie, à l'église suédoise du boulevard Ornano.

La maîtresse de l'église, sous la direction de M. Sven Kjelstrom, a exécuté les chants du rite et le chœur final selon saint Mathieu, de Heinrich Schütz; Mlle Je Klint a chanté l'air en B majeur du Messie, de Händel.

En quittant l'église, Sa Majesté est allée au Concours hippique, où elle a été reçue par le marquis de Barbentane qui l'a prie d'assister aux épreuves dans la tribune d'honneur.

Le roi Oscar II, comme nous l'avions annoncé, a dîné hier soir chez S. A. I. la princesse Mathilde. Les autres convives étaient :

M. Rustad, maréchal de la Cour du Roi; le baron Fock, aide de camp, le docteur Flensburg, le ministre de Suède et Norvège et Mme Due, Mme la générale Espinasse, le ministre de Danemark et Mme de Hegermann Lindencrone, le comte Albert Van der Molen, le baron Brunet et le comte Murat.

En prenant congé de Son Altesse Impériale, le Roi s'est rendu à l'hôtel Continental, où la « Société suédoise-norvégienne » donnait une soirée artistique en son honneur. Sa Majesté a été reçue par les membres du Comité d'organisation au son de l'hymne national. Étaient également présents :

M. et Mme Due, comte et comtesse Wrangel, M. et Mme Boers, baron et baronne d'Ugglas, M. de Treschow, premier veneur de la Cour; M. de Lovenskiold, chambellan du roi; les membres de la légation et du consulat de Suède et Norvège; Mme E. Fournon, M. François Arago, secrétaire d'ambassade.

M. A. Thiel, commissaire général, et M. Per Lamm, commissaire adjoint de Suède à l'Exposition de 1900; M. F. Frogren, secrétaire du commissaire général; M. Christoffersen, commissaire général de Norvège à la même Exposition; M. Høiberg, consul général de Danemark; le consul Bors, M. Soderblom, pasteur suédois; M. Heide et M. E. Bjorkman, vice-président et secrétaire de la Société suédoise-norvégienne, et les consuls de Suède et Norvège au Havre et à Calais; M. et Mme Hugues Le Roux, M. Fernand de Rodays, etc., etc.

Le concert a été des plus intéressants. Au programme :

Des pages pour piano, de Chopin, d'Henselt; M. Alfred Roth; — Valse de Rodéo et Juliette de Gounod; Mlle Gerda Nilsson; — Romance pour violon, de Svendsen; M. Sven Kjelstrom; — Des mélodies de A. Backer-Grondari, F. Due et Chaminade; Mlle Jacobine Madsen; — Fantaisie pour piano, de Chopin, et Arabesque, de H. M. Hansen; Mlle Hanna-Marie Hansen; — Des airs de Th. Dubois et Lévy; Mlle Emma Holmström; — Ballade, pour harpe, de Hasselmann; M. Carl Lundin; — Hymne à Eros, d'Augusta Holmès, et Extase de la Vierge, de Massenet; Mlle Aino Ackté.

Très grand succès pour tous ces excellents interprètes ainsi que pour le Quatuor vocal suédois, sous la direction de M. Carl Gentzel. On a beaucoup admiré la belle décoration florale de la salle.

Sa Majesté visitera ce matin l'Institut Pasteur et, à une heure et demie, se rendra à l'Élysée pour saluer le Président de la République.

Comme nous l'avons annoncé, le roi Oscar II déjeunera, demain, chez le Président de la République.

Ferrari.

PAUL GRILLÉ JACQUET, 92, rue Richelieu, CONTRE LES MALADIES D'ESTOMAC ET L'OBESITÉ

## M. LUZZATI

à l'Académie des sciences morales

Nous avons constaté hier le très vif succès obtenu par M. Luzzati, ancien ministre du Trésor du royaume d'Italie, à l'Académie des sciences morales et politiques, où il a lu une notice sur Gladstone, son prédécesseur en qualité de membre associé étranger de la savante Compagnie.

La notice de M. Luzzati, écrite dans une belle langue française, pleine d'aperçus philosophiques et de finesse politique, a été lue par l'éminent homme d'État italien, d'une voix forte mais souple, soulignant admirablement les passages qui devraient être mis en valeur.

Tout d'abord, M. Luzzati constata les injustes attaques dont la mémoire de Gladstone est l'objet en Angleterre. Il les attribua à l'esprit d'impérialisme qui porte les Anglais à vouloir étendre indéfiniment leur domaine colonial :

Les adversaires de Gladstone, dit-il, s'appliquent trop visiblement à nous mettre en défiance contre ces âmes de quakers qui préparent, sans doute, aux générations de la future, mais qui, à leur avis, perdent la vie présente des empires. Elles prêchent, ces âmes, un Dieu de paix, de justice et de miséricorde... Prenez garde qu'elles ne soient trop éloquentes, trop persuasives, trop évangéliques ! Elles réussiraient peut-être à mettre en péril l'unité de l'Empire britannique, ce qui constituerait un crime contre la civilisation humaine.

La bonté divine doit, suivant les impérialistes, se concilier avec les nécessités de la conquête coloniale, incessante et démesurément étendue, il leur faut un dieu, mais un dieu anglais !

La politique gladstonienne de la paix coloniale, à laquelle on peut seulement

reprocher quelques déviations, avait son relief et sa conséquence dans une administration financière probe, ménagère des deniers publics, essentiellement réformatrice. M. Luzzati indique à merveille le rôle considérable joué par Gladstone au point de vue des finances anglaises; puis, il s'occupe du grand old man comme orateur :

Il est au moins, dit-il, une forme oratoire dans laquelle il excellait pas, selon ses adversaires, c'était l'éloquence simple, directe, cristalline; son esprit paraissait naturellement s'avancer par courbes; Bright, Cobden, Roebuck, Disraeli, lord John Russell, lord Palmerston étaient éminents dans l'art de simplifier les questions compliquées et de mettre en clair relief les arguments principaux et les solutions centrales; Gladstone, au contraire, était prodigieux dans l'art des détails; c'était sa faiblesse et sa force.

Tout en accordant, comme orateur, la première place à Bright, M. Luzzati n'en garde pas moins son admiration à Gladstone, « la nature humaine étant heureusement constituée de telle façon qu'elle peut comprendre différentes beautés dans tous les ordres de l'art, dans toutes les expressions du génie ».

Gladstone, on le sait, perdit successivement ses différents collèges électoraux, qui ne s'accommodaient pas assez vite aux changements de ses idées. M. Luzzati estime que cette émigration à travers tant de collèges honore à la fois les électeurs et l'élus.

D'une part, dit-il, ces électeurs, malgré les lachetés habituelles de la vie politique, ont fait ce qu'ils ont pu, et ne se laissent séduire ni par la splendeur du pouvoir, ni par l'éclat de l'éloquence, ni par la grandeur des services rendus au pays.

D'autre part, Gladstone n'hésite pas à rompre avec ceux qu'il ne peut plus représenter publiquement; il se détache des corps de ses électeurs, du moment qu'il a conscience d'être détaché de leurs âmes.

M. Luzzati constate que les choses se passent bien diversement dans d'autres démocraties de notre connaissance. Les changements d'opinion de Gladstone attestent le labeur d'une conscience qui se développe et se perfectionne continuellement, qui ignore la simulation et la dissimulation et subordonne tout à la recherche du vrai.

Gladstone, ajoute M. Luzzati, en modifiant radicalement ses opinions politiques, est resté immuable en sa foi religieuse et dans la culte de ces grands principes qui sont comme un baume préservant les âmes de toute pourriture. Suit un parallèle entre Gladstone et Bismarck, qui vaut d'être cité :

Gladstone et Bismarck, dissemblables en tout, avaient ceci de commun, la foi en Dieu. Mais ce n'était pas le même Dieu ! Le Dieu de Bismarck était le Jéhovah tout-puissant et terrible qui reçoit en offrande la fumée des victimes; le Dieu de Gladstone, au contraire, était un Dieu bon, plein de douceur et de pitié, prêchant la résignation, exultant la vengeance et la revanche.

Le Dieu de l'un permettait de prendre toujours, et de ne rendre jamais; le Dieu de l'autre enseignait à restituer, si la justice l'exige. Lorsque l'Angleterre céda les îles Ioniennes à la Grèce, Bismarck en tira une preuve de sa caducité. Les États qui lèchent un seul coup de leur territoire commentent à faiblir, disait-il dans son style lapidaire. Hélas ! cette maxime triomphe aujourd'hui. La rage de prendre le bien des autres, de ne rien céder à personne est devenue universelle : on l'appelle la civilisation.

J'avoue ma faiblesse, je ne suis pas capable de m'opposer à ces accents de férocité égoïste. En France, comme en Allemagne, comme en Angleterre et aux États-Unis, partout, nous croyons que cette école et cette doctrine préparent de grands malheurs à l'humanité. Dans ce chaos de convoitises universelles, plus que jamais nous suivons la lumière pacifique de Gladstone, et les flammes des conquérants coloniaux ne nous éblouissent pas !

M. Luzzati termine en rendant hommage au désintéressement politique de Gladstone et en rappelant les grandes causes auxquelles son nom restera attaché :

Il ne poursuivait certes pas son intérêt dans la politique, le ministre qui n'hésite pas à mettre en péril son avenir parlementaire, et celui de son parti, pour soutenir le home-rule, ce grand projet que je combats peut-être, si j'avais l'honneur d'être Anglais, mais qui attend encore le jugement de l'histoire. Et ce n'était pas non plus par calcul de prudence politique qu'il consolait les Italiens, dans les heures les plus sombres de leur histoire, en dénonçant les injustices de la tyrannie des Bourbons ou quand il attaqua personnellement l'empereur d'Autriche et le Sultan, implorant de l'Europe civilisée un peu de pitié pour les Arméniens ou les Bulgares massacrés ! Lorsqu'il s'insurgeait contre les actes de cruauté et d'oppression, on eût dit la voix d'une Providence qui annonçait à un peuple malheureux l'espoir d'une prochaine délivrance.

La lecture de M. Luzzati s'est achevée au milieu des applaudissements chaleureux de l'auditoire. MM. Himly, qui présidait la séance, et M. Georges Picot, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, se sont faits les interprètes de l'Académie et ont vivement félicité leur collègue étranger, au nom de la Compagnie.

Jules Cardane.

## LA JOURNÉE

Lundi 17 avril

Sports : Courses à Vincennes (2 h.). La pêche à la ligne : Clôture jusqu'au 18 juin prochain.

Les Grands Prix de Rome (peinture) : Exposition des essais de dix-huit artistes, de 10 h. à 6 h.; à midi, jugement du concours.

Mariages : Comte de Caveller de Cuverville avec Mlle d'Anglade (Saint-Sulpice). — Marquis de Puivert avec Mlle Berlioz (Saint-Honoré d'Eylau).

Conférence : M. Ch. Benoist, « de l'Aspect pratique de la question sociale » (3 h., Cercle de la rue du Luxembourg, 48).

## Le Monde et la Ville

SALONS

Soirée musicale tout intime, avant-hier, chez M. et Mme la duchesse de Vendôme, dans leur hôtel, à Neuilly.

Mme Marie Simonet, pianiste de Mme la duchesse de Vendôme; Mlle Elly Dreyse, jeune cantatrice belge; MM. Queckers, violoniste, et Berthelier, violoncelle, ont été chaleureusement applaudis. Parmi les invités :

M. et Mme de Castellane, comte et comtesse de Durfort, comtesse de Chateaubriand, marquise de Saint-Chamaud, marquis et marquise de Mille, comte et comtesse de Faily, marquis de Pimodan, comte de Rancourt, vicomte de Foul, baron, baronne et Mlle de Soucy, M. et Mme

Mlle Kolb-Bernard, prince et princesse Pierre de Caraman-Chimay, vicomte et vicomtesse de Vaulgny, M. et Mme Fournier-Sarlovèze, etc.

— L'ambassadeur d'Italie et la comtesse Tamielati ont donné hier un dîner dans leur hôtel de la rue de Grenelle. Les convives étaient :

M. Desjardins, président de l'Académie des sciences morales, et Mme Desjardins; MM. Henri Germain, Georges Picot, Himly et Mabiliau, membres de l'Institut; M. Luzzati, M. Waddington, M. Léon Bourgeois, le baron d'Estournelles de Constant, M. et Mme de Raimbre, M. et Mme Legerand, le ministre du Japon et M. Kurino, le ministre de Serbie, M. et Mme Rafalovich, M. et Mme Harris Phelps, M. de Saint-Hilaire, M. Waddington et M. Pojacco.

Le dîner n'a pas été suivi de réception.

— Mme Horace Porter, femme de l'ambassadeur des États-Unis en France, de retour à Paris, a repris ses réceptions des premier et troisième lundis de chaque mois, de 4 à 7.

— Soirée artistique le samedi 29 avril chez la comtesse René de Peyronnet.

— Troisième soirée musicale, hier, chez le duc de Massa, qui faisait une nouvelle sélection de ses œuvres musicales si appréciées. Au programme :

Concerto pour cor : M. Reina; Mme la Marquise, le Lever, Un Songe, Adieu à Suzon; M. Vaguet; le Golfe de Gènes, Hymne du soir dans les temples; Mme Rose Caron et le baron d'Estournelles de Constant; M. Berthelier et Frank; 6<sup>e</sup> valse; l'orchestre.

Succès d'enthousiasme pour l'auteur et ses merveilleux interprètes, ainsi que pour l'orchestre, qui a été hors de pair, sous la direction de M. Ed. Mangin. Dans l'assistance :

Comtesse d'Haussonville, duchesse de Mailly née Osmond, princesse de La Tour d'Auvergne, duc et duchesse d'Albafra, comte et comtesse de Mille, marquis et marquise de Gabor, comte et comtesse d'Armon, M. l'amiral Humann, comte et comtesse de Florian, marquis et marquise de Bérulle, marquis et Mlle d'Espey, comte et comtesse de Vaulgny, comte et comtesse Elva d'Avary, M. et Mme de Sauty, comte et comtesse Arnold d'Andlau, marquis et marquise de Vagram, baron Roger, comte de Gils, marquis de Lillers, comte de Blangy, etc.

— Ravissant bal blanc, avant-hier soir, chez la duchesse de Trévise, dans son hôtel du faubourg Saint-Honoré. Reconnu dans la foule élégante :

Duchesse et Mlle de Mortemart, duchesse et Mlle de Bassano, princesse de Vagram, marquis de Ganay, Mlle d'Haussonville, de Jancourt, de Minard, de Montaut d'Espèy, de Gramont, de Montaut, de Grouchy, marquis et marquise Guilhem de Pothuau, comte et comtesse Henry de Courcy, comte et comtesse de Gramedo, marquis et marquise de Massa, prince de Vagram, baron Roger, comte de Gils, marquis de Lillers, comte de Blangy, etc.

Le cotillon, très animé et rempli de charmantes surprises, a été conduit par Mlle de Trévise et le marquis d'Albafra.

## CERCLES

— Recus comme membres permanents du cercle de l'Union : le comte Breven de La Gardie, présenté par M. Swetchnie et le marquis du Lau d'Allemans; — l'honorable Maurice Baring, présenté par l'honorable Reginald Lister et le marquis du Lau d'Allemans.

## MARIAGES

— Avant-hier a été célébré, à Saint-Pierre de Chaillot, au milieu d'une nombreuse assistance, le mariage de M. Ambroise Goupy avec Mlle Jeanne Perquer. Les témoins étaient, pour le marié : M. Jules Gaillard, député de l'Oise, et M. Quesnel, son oncle; pour la mariée : M. Perquer et M. Currier, ses oncles. La quête a été faite par Mlle Marguerite Perquer et Charlotte Quesnel, accompagnées de M. Raymond Quesnel et du comte de Loustal.

La bénédiction religieuse a été donnée aux jeunes époux par M. l'abbé Chesnelong, premier vicaire de la paroisse, et ami de la famille. Pendant la cérémonie M. Louis Desgenettes, dont on connaît la belle voix, ainsi que plusieurs artistes de renom, se sont fait entendre.

## CHARITÉ

— Demain et après-demain vente de charité dans la salle, 7, avenue Hoche, au profit de l'œuvre de Notre-Dame d'Ambré Goupy, de l'œuvre de la butte de recueillir les jeunes filles exposées ou abandonnées et de les élever dans la vie chrétienne et du travail.

— Demain grand concert de bienfaisance au palais du Trocadéro, organisé par l'« Alliance féminine », pour venir en aide à des femmes malades pauvres.

## DEUIL

M. Mlle Drouyn de Lhuys, femme de beaucoup d'esprit et de bienveillance, qui joua autrefois un rôle considérable dans le monde et les cercles politiques de l'Empire, était la veuve de l'ancien ministre des affaires étrangères qui avait occupé le portefeuille du quai d'Orsay quatre fois entre le mois de décembre 1841 et le 1<sup>er</sup> septembre 1866. La considération dont jouissait l'éminent homme d'État, soit qu'il fut ministre, soit qu'il eût retiré dans la vie privée, faisait en toute circonstance du salon de Mme Drouyn de Lhuys un des plus recherchés et des plus cultivés de la capitale. La maîtresse de maison savait y déployer un entrain, une bonne grâce universellement appréciés.

La chute de l'Empire, puis, en 1881, la mort de M. Drouyn de Lhuys lui-même rétrécissaient peu à peu, depuis dix-huit ans, les relations de Mme Drouyn de Lhuys, qui voyait, dans ces dernières années peu de monde, et se cantonnait de préférence à Chantilly.

Tous ses anciens amis la mort n'avait point frappé, lui étaient restés fidèles, et en apprenant sa mort ce matin, ils se rappelaient certainement combien, aux jours de sa haute situation, elle fut aimable et bienfaitrice.

Nous apprenons la mort : — De Mme Paul Donon, femme du président de la Chambre des notaires, décédée à l'âge de 40 ans. La défunte était la fille du docteur Moulard-Martin, ancien président de l'Académie de médecine; — De notre confrère Joseph Sabadel, rédacteur au Journal officiel, ancien conseiller de préfecture, décédé à l'âge de 73 ans.

Ferrari.

## A l'Étranger

### NOUVELLES

#### ITALIE

LES FÊTES  
Cagliari, 16 avril. — Un bal a été donné cet après-midi à bord du Brennus, en l'honneur des notabilités de la ville. De nombreux officiers italiens, de la marine et de l'armée, y assistaient avec l'amiral Magnaghi. De dix mille invités ont pris part à la fête et ont été reçus par l'amiral et par les officiers français. De gracieux souvenirs de la fête ont

été offerts aux dames. Les danses, très animées, se sont prolongées jusqu'au soir et les invités ont quitté le Brennus au cri chaleureusement poussé de : « Vive la France ! » auquel les officiers français ont répondu par celui de : « Vive l'Italie ! ».

Ce soir, à sept heures, le Roi a donné un dîner en l'honneur de l'amiral Fournier et des officiers français.

Le Brennus, pendant le bal, était pavé avec des drapeaux italiens et français.

A l'arrivée de l'amiral Magnaghi, la musique a joué la Marche royale.

Les dames portaient au bras un ruban de soie avec les mots : « Brennus, avril 1899 ».

Un élégant carnet de bal leur a été distribué : ce carnet est orné d'un dessin représentant le Brennus.

L'escadre française partira mardi, immédiatement après le départ de la Savoia.

#### LE PAPE A LA BASILIQUE SAINT-PIERRE

Rome, 16 avril. — On n'était pas sans inquiétude, ce matin, sur l'effet que pourrait avoir sur le Pape sa descente à la basilique Saint-Pierre. Après plusieurs mois de chagrin, les officiers français ont été très heureux, les appréhensions des médecins étaient justifiées.

En bien ! contre toute attente, tout s'est parfaitement passé. Un peu ému en sortant de ses appartements, Léon XIII a repris son calme lorsque, porté sur la « sedia gestatoria », il est entré dans la basilique littéralement bondée. On dit même qu'il y en aurait dix-huit dans le trône d'un pas ferme et sans difficulté aucune, et c'est d'une voix claire et forte qu'il a donné la bénédiction à l'assistance.

Dans les manifestations de vénération de la foule, on sentait comme un chant d'allégresse pour la guérison du Pontife. Léon XIII, je crois, en a été frappé, car, avant de se dérober aux regards, il s'est encore retourné sur sa « sedia » pour bénir une autre fois les fidèles, qui ont répondu par des vivats prolongés. Ce fut un spectacle vraiment imposant.

On a remarqué que le Saint-Père avait gardé ses lunettes, dont il ne se sert ordinairement que pour lire. Le docteur Laponi s'est tenu constamment à côté du Pape. — FELIX II.

#### ESPAGNE

Madrid, 16 avril. — Des désordres ont éclaté à Bilbao.

Suivant une version officieuse, la collision s'est produite entre les agents électoraux du candidat socialiste M. Pablo Iglesias et ceux du candidat ministériel M. Echevarria. Ils se sont donnés des coups de bâton. Un coup de revolver a été tiré. Il y aurait huit blessés. On dit même qu'il y en aurait dix-huit dont un grièvement atteint.

Le préfet de Bilbao télégraphie que la tranquillité est absolue dans toute la ville.

A Valence, une bagarre a eu lieu entre les agents de deux candidats républicains. La garde municipale est intervenue. Il y a eu un blessé.

Une police a chargé à Cullar (Grenade). Un agent électoral a été assassiné hier. Le reste de la province est tranquille.

## REVUE DES JOURNAUX

On sait que le Comité républicain d'Oléron, après avoir entendu hier M. Barthou, député de l'arrondissement, lui a décerné, à l'unanimité, un vote d'approbation et de confiance. Voici, d'après le Temps, quelques renseignements complémentaires sur les déclarations de M. Barthou, qui seront très commentées :

Sans émettre d'opinion personnelle sur la culpabilité ou l'innocence de Dreyfus, M. Barthou a affirmé la nécessité de la révision, « triplement justifiée », dit-il : 1<sup>o</sup> par les irrégularités de l'instruction; 2<sup>o</sup> par les illégalités du procès; 3<sup>o</sup> par les crimes ou les tentatives criminelles établis, depuis la condamnation, à l'encontre des deux principaux témoins du procès de 1894 : Henry et du Paty. M. Barthou a expliqué que ces faits avaient été ignorés de lui comme de ses collègues du ministère Méline, car l'orateur n'a connu le texte du faux Henry que par le discours de M. Cavaignac, en juillet 1898. Il ignorait même l'existence de l'enquête faite en 1896, par Picot, jusqu'au moment du procès Zola, en 1897.

« Le cabinet Méline, dit M. Barthou, n'avait eu, en l'absence d'un fait nouveau permettant l'ouverture légale de la procédure en révision, qu'à faire respecter l'autorité de la chose jugée; et, jusqu'à la découverte du faux Henry, le cabinet Brissac, d'ailleurs, comme ses prédécesseurs, repoussé une révision dépourvue de base légale. »

Quoique les Chambres réunies de la Cour de cassation aient été saisies de l'affaire par une loi d'exception — qu'il s'honore d'autant plus d'avoir repoussée que la publication de l'enquête en démontre chaque jour la monstrueuse injustice — M. Barthou attend avec une entière confiance la décision de la Cour suprême.

« La révision, ajoute M. Barthou, ne doit apparaître ni comme une revanche ni comme une menace contre l'armée nationale, dans laquelle le pays a mis ses espérances les plus chères. L'armée ne peut être responsable d'un erreur judiciaire, si cette erreur a été commise; de même qu'elle doit pas être solidaire des faits criminels ou des agissements blâmables de certains de ses membres, si peu nombreux d'ailleurs.

« Après les sanctions promises par le président du Conseil, l'armée sortira plus pure, et par conséquent plus forte, d'une épreuve dans laquelle la passion des partis aura vainement tenté de la mettre en conflit avec la justice. »

« Le Monde Illustré publie un bien curieux article sur le Yermak, le vaisseau brise-glaces qui a été inauguré à Cronstadt avec tant de succès. L'article, signé de Sandricourt, est rédigé avec autant de charme que d'intérêt, et il nous a semblé deviner dans son auteur un écrivain des plus fins qui s'est fait trop rare.

Le Lisier.

#### BOITE AUX LETTRES

Paris, 16 avril 1899.

Monsieur le Rédacteur en chef,

Je lis dans la déposition de M. Grenier, publiée par le Figaro, qu'en 1896 j'aurais recommandé avec insistance au ministre de la guerre le commandant Esterhazy.

Pour éviter toute équivoque, je tiens à préciser ce qui s'est passé.

Vers l'automne de 1896, alors que personne ne pouvait soupçonner les événements qui se sont succédés depuis, le commandant Esterhazy, qui me plaignait aucun soupçon, vint me trouver, comme député de son département, et me pria d'appuyer auprès du ministre de la guerre une demande qu'il avait faite pour rentrer à Paris. Il alléguait des raisons de famille et de santé.

J'en dis un mot, à la Chambre, au général Billot, qui m'arrêta par un refus formel, en s'exprimant dans les termes les plus vifs et les plus sévères sur le compte de cet officier supérieur. Une semblable réponse m'interdit d'insister, et je ne songiai pas un instant à le faire, me bornant à la transmettre au commandant Esterhazy, que je n'ai plus revu.

Veillez agréer, monsieur le Rédacteur en chef, l'expression de mes sentiments distingués.

Adrien de MONTEBELLO, député de la Marne.

## Nouvelles Diverses

Hier a eu lieu, dans la grande salle des fêtes du Trocadéro, l'assemblée générale des sociétés de la Société philanthropique l'Union du commerce.

M. Delombre, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, présidait la réunion, assisté de M. Lambret, le nouveau président de la Société.

M. Lambret a fait l'exposé de la situation de la Société, qui comprend dix-huit mille membres et possède un actif de près de deux millions.

L'homme qui a le plus largement contribué à cette prospérité est M. Chauchard, et, quand le président a prononcé le nom du généreux philanthrope, un tonnerre d'applaudissements a suivi ses paroles de remerciement.

C'est grâce surtout aux dons considérables de M. Chauchard que la Société a pu servir, cette année, deux cents pensions de retraite. Deux nouveaux services ont été créés : les Pupilles de l'Union du Commerce et la Caisse d'assurances collective en cas de décès.

La séance a été levée après une allocution du ministre et la distribution des récompenses.

La musique militaire du 39<sup>e</sup> régiment de ligne prêtait son concours à cette solennité.

Aujourd'hui lundi, Majesty, au 13 de l'avenue de l'Opéra, inaugure ses salons dont la décoration si moderne forme un cadre ravissant aux femmes élégantes qui viennent essayer les merveilles sortant de ses ateliers. Elles pourront aussi voir dans ses magasins des soieries inédites, telles que : satins souples, crêpes de Chine brodés, etc., aux nuances les plus neuves et aux dessins les plus riches, qui sont fournis par Majesty aux plus grandes Cours d'Europe.

On s'arrêtera la réclame ? C'est ce que se demande le passant stupéfait en contemplant la colossale affiche de vingt-cinq mètres de hauteur, sur six mètres de largeur, qui s'offre à l'admiration du public sur la palissade de l'immeuble que fait construire une Compagnie américaine d'assurances, au coin du boulevard et de la rue Le Peletier. Cette innovation grandiose dans l'art de l'affichage est due à High-Lite Tailor, le créateur du fameux complet sur mesure à 69 50, 17, faub. Montmartre et 112, rue Richelieu, angle du boulevard.

UN CADAVRE DANS UNE VALISE (suite)

Le mystère qui entoure cette affaire n'est pas encore éclairci, et la police de Sûreté a fort à faire pour vérifier les disparitions qui lui sont signalées. Les déclarations lui parviennent par voie anonyme et elle a à contrôler les déclarations de gens peu sérieux qui se disent absolument certains de pouvoir, dans l'espérance de toucher une prime, fournir un renseignement de première importance.



aux. — Belle vue sur la vallée d'Yverres. Le tout d'une contenance de 8 hectares, 84 ares, 75 centiares, clos de murs.

Mise à prix : 225,000 francs.

Nous sommes persuadés que nos lecteurs reconnaîtront comme nous que ce chiffre de 225,000 francs est loin d'être en rapport avec l'importance de cette propriété, dont la valeur nous paraît plus considérable par la désignation qu'en est faite et par sa situation remarquable.

Chacun connaît, en effet, ce charmant pays qu'est Brunoy ou, à une demi-heure de Paris, on trouve le lieu de villégiature le plus agréable en même temps que le plus aristocratique. C'est par ces différentes et sérieuses considérations que nous voyons une occasion dans cette affaire et que nous tenons à la signaler.

La vente doit avoir lieu le 3 mai prochain.

Les renseignements sont donnés par M. Rouy, avoué, 6, rue de Trévise, et les permis de visiter délivrés par M. Piquet, notaire, 25, rue Croix-des-Petits-Champs.

Pierre de Taille.

#### MÉMENTO FONCIER

On adjugera, le 9 mai, à la Chambre des notaires, par le ministère de M. Grignon :

1° Une maison, à Paris, 6, rue de l'Isly. Contenance : 439 mètres 25. Revenu brut : 31,800 francs. — Mise à prix : 535,000 francs.

2° Une maison, à Paris, 40, rue du Faubourg-Poissonnière. Contenance : 450 mètres. Revenu brut : 30,350 fr. — Mise à prix : 435,000 fr.

P. de T.

## Gazette des Tribunaux

TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'ALGER: L'affaire Max Régis.

On se souvient que M. Max Régis a été arrêté, ces jours derniers, pour outrages envers le gouverneur de l'Algérie. Notre correspondant d'Alger nous télégraphie que l'affaire est venue, hier, devant le Tribunal correctionnel de cette ville.

M. Max Régis avait été transféré du fort de Sidi-Ferruch au Palais de justice sous bonne escorte de gendarmes.

A une heure de l'après-midi, M. Max Régis s'assied au banc des prévenus. Il est vêtu avec sobriété, ganté de noir et porte aux poignets non de véritables menottes, mais les menottes d'or offertes par les dames antérieures.

Dès son entrée, il sourit à la salle très élégante et paraît témoigner, pendant toute la durée des débats, d'une grande indifférence.

L'accusation est aussitôt précisée. Elle porte sur trois épithètes relevées dans le discours de Max Régis, le 8 avril : celles de « criminel », « imposteur » et « orateur » visant M. Lefebvre, gouverneur général de l'Algérie.

M. Gallois, avocat de Max Régis, soulève immédiatement l'exception d'incompétence. L'exception est rejetée par le Tribunal après une longue discussion fréquemment interrompue par les rumeurs qui viennent du dehors où la police et les troupes ont peine à contenir la foule.

Dans un réquisitoire très ferme, sous une forme modérée, M. Eon fait l'énumération de la longue série de condamnations déjà encourues par le jeune chef des antisémites algériens, et met en lumière tous les points de l'accusation.

Un pauvre diable, dit-il, fut envoyé en prison par vous, messieurs, il y a seulement huit jours, pour avoir crié : « A bas Lefebvre ! » Permettez-vous que la justice soit inégale entre cet obscur soldat d'une mauvaise cause et l'agitateur Max Régis son chef avéré ?

M. Gallois plaide longuement le droit de discussion, la liberté de parole et de critique. Des applaudissements éclatent. Le président Gardot donne l'ordre de faire évacuer la salle.

Interrogé alors, M. Max Régis s'écrit :

— Je suis de ceux que les condamnations n'abattent pas !

— Personne ne saurait se placer au-dessus de la loi, réplique le procureur de la République.

Il est quatre heures et demie. C'est la fin de l'audience. Dans un dernier effort, M. Gallois fait valoir les circonstances atténuantes. Le Tribunal se retire pour délibérer et revient avec un arrêt condamnant M. Max Régis à quatre mois d'emprisonnement.

— Vive l'Algérie ! Vive la République ! crie le condamné.

George Grippon.

## LES THÉÂTRES

Nouveau-Théâtre : La Pique socialiste, pièce en quatre actes, de M. E. Veyrin. — Égalité, comédie en un acte, de M. Donnay.

La Pique socialiste a été jouée, dans le temps, à la « Maison du Peuple ». On eût pu en rester là, sans inconvénient. Je ne crois pas que cette œuvre eût rien à gagner à affronter, sur un vrai théâtre, le grand public. En ces quatre actes, il y a deux choses : un mélodrame, et une sorte de manifestation de préche socialiste. Ledit préche est insupportable, d'une puérilité et d'une pauvreté d'idées déplorables, à ce point que c'est à peine si j'ose penser que des fanatiques très naïfs pourraient y trouver une excitation un peu dangereuse. Quant au mélodrame, qui n'est pas fait, mais seulement indiqué, il eût pu être excellent, car il y trouve une situation presque neuve et dont on pourrait tirer un bon parti. Cette situation est celle-ci : Un industriel philanthrope prend, en faveur de ses ouvriers, des mesures humanitaires, qui d'ailleurs le ruinent ; ces mesures ont excité contre lui les haines des industriels ses collègues, qui, un peu plus mauvais peut-être que nature, veulent ajouter le déshonneur à sa ruine et faire tourner sa faillite en banqueroute frauduleuse. Comment s'y prennent-ils ? L'honnête et généreux industriel — Diderot l'est ainsi nommé — a une sœur naturelle, non reconnue par son père. Quand celui-ci meurt, il fait venir cette sœur, la proclame telle et lui donne un million, la moitié de la succession paternelle. C'est de cet acte de haute probité que s'empare, pour le perdre, ses ennemis. D'accord avec les syndics de la faillite — qu'on tombe sur les liquidateurs goulus, je ne m'en plains pas — ils soutiennent que la sœur n'est pas une sœur, mais une maîtresse, et que le million qui lui a été donné, qu'elle offre d'ailleurs pour obtenir le concordat et qu'on refuse, est un détournement. Certes, cette histoire de « corbeaux » est manquée de vraisemblance. Il est rare que, pour satisfaire

une haine, des créanciers refusent un million. Le Tribunal eût pu les le contraindre à l'accepter. Et un industriel honnête et de bonne foi, comme celui dont il s'agit, eût obtenu assez aisément mieux que le concordat, en obtenant la liquidation judiciaire. Mais enfin, en forçant un peu la réalité des choses, l'auteur eût pu trouver un bon sujet de mélodrame où il eût pu même dire de vertes et d'utiles vérités à certains « crocodiles » qu'on rencontre dans le monde des affaires.

Mais il a préféré tourner les choses à la déclamation et faire régler la question ouvrière, qui n'est (on l'oublie trop) qu'une part de la question sociale, par une sorte de Louise Michel, d'une bonne volonté incontestable, mais qui ne dit, par malheur, que des bêtises et montre une épaisse ignorance des questions, très complexes, qui se posent entre le capital et le travail. J'enrageais, non comme conservateur, car je ne le suis pas, mais comme homme de bon sens qu'une idée de progrès, même révolutionnaire, n'étonne pas lorsqu'elle va à une amélioration pratique. Mais c'est une misère d'entendre déclamer contre le capital, contre le salariat, d'écouter les applaudissements farouchement bêtes de la foule à toute parole de colère et de violence, quand, derrière les déclamations, il n'y a rien de pratique, rien qui soit un remède, rien qui soit une solution !

Les pires ennemis du peuple, les vrais « mauvais bergers » sont ceux qui poussent à l'émeute qui ne peut pas devenir une révolution. Quelle criminelle ignorance chez ces hommes qui se font des agitateurs sans se douter d'un but à donner aux revendications justes ou aux appétits envieux et injustes des foules ! Ici, par exemple, l'auteur nous apitoie sur le sort des enfants, des vieillards, des invalides du travail. Il oublie qu'ils sont protégés par trois lois, lourdes aux patrons, et que ces lois n'ont pas de pires ennemis que les ouvriers qui cherchent à les éluder, ou à en abuser, ou, encore, à se dérober aux légères obligations qui sont la contre-partie des avantages qu'elles leur assurent. Mais ceci n'est rien, à côté de la contradiction fâcheuse que cette fâcheuse soirée offrait à l'observateur avertis : La Pique socialiste était précédée d'une conférence libertaire — lisez : anarchiste — de M. Tailhade, qui, dans une langue bizarre, de recherche cadavérique et non sans quelque emphase — qu'importe, si le geste est beau ! — a exposé la théorie de l'individualisme pur.

Or, la Pique expose une théorie tout autre, collectiviste, négatrice de la liberté du travail individuel, faisant un continu appel au socialisme d'État, c'est-à-dire à la solidarité imposée. Pour qui réfléchit cinq minutes, toutes ces déclamations ne peuvent exciter que la pitié. Des révolutionnaires, ces faiseurs de phrases qui n'ont pas une idée d'Allons donc ! Des agitateurs vains, vides, que je crains droits et trop habiles, incapables de détruire l'édifice, de le rebâtir, d'améliorer, bons tout au plus à casser un peu de vaisselle dans la maison, pleins de joie d'orgueil au misérable bruit qu'ils font.

Et puis, comme il fallait un peu rire après cette Pique assez ennuyeuse, on nous a donné un acte de M. Maurice Donnay : Égalité. C'est une pochade, qui a réussi, me dit-on, sur les petites scènes mondaines. Son esprit facile, outrancier et spécial y a été, sûrement, compris et goûté. Mais ces divertissements, quand ils quittent le paravent, risquent de ne pas passer la rampe.

Henry Fouquier.

Malgré la longueur et les multiples changements des Chevaliers du Brouillard, le drame à costumes d'Adolphe d'Ennery, le théâtre de l'Ambigu termine son spectacle à 11 h. 40.

Mme Renée Richard, de l'Opéra, vient de rentrer en France après une brillante tournée de concerts et elle reprend ses leçons particulières de chant et de déclamation lyrique dans son nouvel appartement, 8, rue d'Aumale.

Au Nouveau-Théâtre : Ce soir, mardi et mercredi, trois dernières représentations de *Marthe*, d'Henry Kistemaker ; jeudi, à 2 heures, répétition générale, pour la presse, de *Les Deux Dentistes*, comédie bouffe en 3 actes ; la *Dernière soirée*, de Brummel, comédie tragique, précédée d'une causerie sur le dandysme, par M. Jean de Mitty. Jeudi soir, à 8 h. 1/2, première de ces deux pièces.

On demande un jeune homme de 18 à 20 ans, nous arrivons quelquefois de prévenir le public qu'on demande de jeunes et jolies femmes, à tel théâtre, pour figurer dans telle pièce ou jouer des jolies dans telle revue. Cette fois, savez-vous ce que demande un directeur ?

Il demande... un veau, un vrai veau, un jeune veau, pour figurer dans *Les Deux Dentistes*, au Nouveau-Théâtre.

L'auteur, qui ne doute de rien, nous invite à manger la bête en question à la centième, quand on l'aura cuite au feu de la rampe !

Julius Hurst.

## LES CONCERTS

### Concert Colonne

Hier, pendant qu'une artiste souvent applaudie à nos concerts, Mme Auguez de Montalant, débutait à l'Opéra-Comique dans *Fidèle* (retenu au Châtelet, j'ai eu le regret de ne pouvoir l'entendre). M. Colonne donnait un festival de musique française, dont le programme, curieusement combiné, réunissait les noms de douze compositeurs vivants : M. Camille Saint-Saëns, avec le Concerto en ut mineur pour piano ; M. Massenet, avec la méditation de *Thais* ; M. Théodore Dubois, avec l'Ouverture de *Prithois* ; M. Gabriel Fauré, avec l'Élégie pour violoncelle ; M. Gustave Charpenier, avec les *Impressions d'Italie* ; le plus vif, le plus franc succès de la soirée ; — M. Widor, avec le Nocturne en *Conte d'André* ; M. Vincent d'Indy, avec la suite d'orchestre de *Médée* ; Mlle Augusta Holmès, avec *Irlande* ; M. Ernest Chausson, avec *la Caravane* ; M. Henri Duparc, avec *Phidyle* ; M. Raoul Pugno, avec des pièces pour piano, et le signataire de ces lignes, avec le Prélude de *Messidor*.

La plupart des œuvres que je viens d'énumérer ont été jouées à maintes reprises, font partie du répertoire courant, et il n'y a rien à en dire. Deux d'entre elles, bien qu'assez anciennes, sont cependant à peu près inconnues du grand public et valent de ne pas passer inaperçues. *la Caravane*, de M. Chausson, est une sorte de poème à la fois vocal et instrumental, poème très expressif, très mélancolique, très douloureux, dont la fin, apaisée, reposante, me plaît particulièrement ; *Phidyle*, de M. Duparc, est une exquise mélodie, qui, calme d'abord, se développe librement et s'achève en une expansion passionnée et chaleureuse. Ces deux œuvres ont été artistement interprétées par M. Engel.

C'est M. Raoul Pugno qui, avec son talent habituel, exécutait le Concerto de M. Saint-Saëns. On l'a acclamé, ainsi que MM. Thibaud, Monteux, Baretti et Cantelli, les quatre remarquables solistes de l'excellent orchestre Colonne.

Alfred Bruneau.

## COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir, au Gymnase, 10<sup>e</sup> spectacle d'abonnement, 2<sup>e</sup> série des lundis (cartes bleues), la *Fiancée malgré lui*.

A l'Opéra : On a commencé les études de *Briséis*, sous la direction de M. Bachelet.

On annonce une reprise prochaine de *Salomée*, avec Mlle Bréval.

Mlle Delna travaille le rôle de Léonor, dans la *Favorita* qu'elle n'a jamais chantée et

qu'on va reprendre bientôt pour son troisième début.

A la Comédie-Française : La remise au Théâtre-Français, que, sans le succès d'*Othello*, la Comédie-Française aurait donné plus tôt, va sans doute modifier les projets de la Maison. C'est ainsi que les *Raisons du Cœur* — la pièce en deux actes que M. G. de Porto-Riche a promise au Théâtre-Français — ne sera pas, vu la saison avancée, lue ces jours-ci au Comité par l'auteur, comme on l'avait annoncé.

Un des principaux rôles doit être créé par Mlle Bartet, et il y a grande chance pour que l'excellente comédienne, prise par le *Torvent* de M. Donnay, puisse être libre de jouer cette saison la comédie de M. G. de Porto-Riche — dans le cas où celle-ci plairait aux sociétaires, ce qui est probable. Auteur et interprètes préfèrent attendre.

\*\*\*

M. Silvain est en ce moment très souffrant. Il ne pourra reprendre son service que dans une quinzaine de jours.

A l'Opéra-Comique : La représentation de *Fidèle*, donnée hier en matinée, a été pour Mme Auguez de Montalant l'occasion d'un véritable succès : le public a fait à la débutante un accueil excellent, notamment après la deuxième et la troisième acte.

Le théâtre de la Porte-Saint-Martin a arondi, hier soir, la somme de cent mille francs pour ses quinze dernières représentations de *Plus que Reine*, ce qui, les deux premières (service de presse) écartées, équilibre la moyenne à huit mille francs.

A la Gaîté : Hier soir, à son lieu, la 300<sup>e</sup> et dernière représentation de *la Fille de Mme Angot*.

La salle était comble.

Mlle Lyse Bertie remplaçait Mme Simon-Girard, fatiguée par les dernières répétitions des *Sœurs Gaudichard*. Mlle Lyse Bertie est douée d'une voix charmante, au timbre agréable, et elle joue le rôle de Clairette avec une bonne humeur et une simplicité ravissantes. Jusqu'à ce dernier jour, Eugène a été étonné de bouffonnerie, et Mlle Kerlond, dans le rôle de Lange, M. Lucien Noël, dans Ange Pitou, M. Soums, dans Pomponnet, Vauthier, dans Louchard, ont composé une distribution de premier ordre et vraiment digne du délicieux chef-d'œuvre de Lecocq.

Le directeur intérimaire des Bouffes-Parisiens, M. M. Villefrank, vient de Reims où il a été, pendant sept ans, directeur du Grand-Théâtre.

C'est un artiste sorti du Conservatoire et qui, durant plusieurs années, fait partie, en qualité de basse chantante, des troupes des théâtres de Lyon, Bordeaux, etc.

Malgré la longueur et les multiples changements des *Chevaliers du Brouillard*, le drame à costumes d'Adolphe d'Ennery, le théâtre de l'Ambigu termine son spectacle à 11 h. 40.

Mme Renée Richard, de l'Opéra, vient de rentrer en France après une brillante tournée de concerts et elle reprend ses leçons particulières de chant et de déclamation lyrique dans son nouvel appartement, 8, rue d'Aumale.

Au Nouveau-Théâtre : Ce soir, mardi et mercredi, trois dernières représentations de *Marthe*, d'Henry Kistemaker ; jeudi, à 2 heures, répétition générale, pour la presse, de *Les Deux Dentistes*, comédie bouffe en 3 actes ; la *Dernière soirée*, de Brummel, comédie tragique, précédée d'une causerie sur le dandysme, par M. Jean de Mitty. Jeudi soir, à 8 h. 1/2, première de ces deux pièces.

On demande un jeune homme de 18 à 20 ans, nous arrivons quelquefois de prévenir le public qu'on demande de jeunes et jolies femmes, à tel théâtre, pour figurer dans telle pièce ou jouer des jolies dans telle revue. Cette fois, savez-vous ce que demande un directeur ?

Il demande... un veau, un vrai veau, un jeune veau, pour figurer dans *Les Deux Dentistes*, au Nouveau-Théâtre.

L'auteur, qui ne doute de rien, nous invite à manger la bête en question à la centième, quand on l'aura cuite au feu de la rampe !

Julius Hurst.

## PETITES NOUVELLES

A la Comédie-Française, M. Henry Buguet vient d'engager pour la prochaine pièce les *Apparences*, Mlle Van Doren.

## SPECTACLES & CONCERTS

### LA SEMAINE

A la Bodinière : Aujourd'hui, à 3 heures : Les expériences de M. Ninoff, le liseur de pensée. *Suggestion mentale, télégraphie humaine. Expériences médiumniques sur les animaux.* — A 8 h. 1/2 : 1<sup>re</sup> représentation : *la Régence*, chansons satyriques chantées par M. Isnardon, de l'Opéra-Comique. Causerie par M. Léo Claretie.

Mardi 18, à 3 heures : 7<sup>e</sup> séance : *Au Temps des grisettes, 1840-1860*. Audition de Mlle Mily Meyer et de M. Pougnaud, du Châtelet. Causerie par M. Maurice Lefèvre. — A 8 h. 1/2 : 1<sup>re</sup> représentation : *la Garçon de chez Maxim*, fantaisie de MM. E. Picard et A. Dantzig, interprétée par Mlle Clara Faurens et MM. Rabiet et Girault.

Mercredi 19, à 3 heures : *Les Chansons pour orgue de Barbarie*. Causerie de M. Georges Millandy. Audition de Mlle Aussourd et de M. Mercadier dans les romances populaires qu'ils ont créées. — A 8 h. 1/2 : Les expériences de M. Ninoff, le liseur de la pensée. *Suggestion mentale et télégraphie humaine. Expériences inédites sur les animaux.*

Jeudi, à 3 heures : Conférence de M. Bacquay, explorateur : *2,000 heures aux Indes*. Ceylan, de l'Inde à l'Himalaya, avec projections et films. — A 8 h. 1/2 : *la Caravane*, de M. Chausson, est une sorte de poème à la fois vocal et instrumental, poème très expressif, très mélancolique, très douloureux, dont la fin, apaisée, reposante, me plaît particulièrement ; *Phidyle*, de M. Duparc, est une exquise mélodie, qui, calme d'abord, se développe librement et s'achève en une expansion passionnée et chaleureuse. Ces deux œuvres ont été artistement interprétées par M. Engel.

C'est M. Raoul Pugno qui, avec son talent habituel, exécutait le Concerto de M. Saint-Saëns. On l'a acclamé, ainsi que MM. Thibaud, Monteux, Baretti et Cantelli, les quatre remarquables solistes de l'excellent orchestre Colonne.

Alfred Bruneau.

Ce soir, au Gymnase, 10<sup>e</sup> spectacle d'abonnement, 2<sup>e</sup> série des lundis (cartes bleues), la *Fiancée malgré lui*.

A l'Opéra : On a commencé les études de *Briséis*, sous la direction de M. Bachelet.

On annonce une reprise prochaine de *Salomée*, avec Mlle Bréval.

Mlle Delna travaille le rôle de Léonor, dans la *Favorita* qu'elle n'a jamais chantée et

Jeudi, à 3 heures : *L'Amour des cimes*, chansons pastorales de Léon Durocher, musique de Léon Delerue. Audition de M. Muratet, de l'Opéra, et de Mlle G. de Blavette. — A 8 h. 1/2 : *Par pitié*, comédie en un acte de M. Francis de Croisat, jouée par Mme Juliette Darcourt et M. Fardet. *Deux instants*, comédie en un acte de MM. d'Arrecourt et Gerbault, jouée par Mlle Burkel et M. Marcel Simon.

Vendredi à 8 heures : *Choc en retour*, comédie en un acte, de M. Boulay-Layrice, jouée par Mlles Henry-Ett et Marie Cellini ; MM. Maurice et Duthal. — A 8 h. 1/2 : *Matinée Berny*. Audition d'œuvres de A. Fijan et F. Halphen.

Samedi à 3 heures : *la Revue de chez Maxim*, de M. F. Rouget et J. de Mauprey, jouée par Mlles Gerorgette Loyer et R. Sidy et M. P. Joriste. — A 8 h. 1/2 : *Chansons de la Baccarat*. Causerie de M. Maurice Lefèvre. Audition de Mlle Jane Piery et de M. Maurel.

Ce soir, aux Mathurins, dernière représentation du *Sphinx*.

S. A. R. le prince de Galles assistait hier soir à la représentation des Folies-Bergère. Le prince a beaucoup applaudi la *Princesse au Sabbat* et le merveilleux programme si habilement composé par M. Marchand.

A. Mercklein.

## La Vie Sportive

### LE TURF

NOTES SUR VINCENNES

Les pronostics deviennent tout à fait difficiles, par suite de la rareté des chevaux de valeur. Il faut attribuer une part de plus en plus large à l'incertitude. On peut choisir dans le prix du Vieux-Louvre : Cristal II et Amande ; dans le prix de l'Observatoire : Quirinal et Hameau ; dans le prix de Longchamps : Germain et Téméraire II ; dans le prix du Printemps : Baltimore II et Lisy ; dans le prix du Palais-Mademoiselle de Beuxes et Raquette II.

### CONCOURS HIPPIQUE

Il y avait une foule énorme à cette dernière des Concours. Comme élégance c'était un record, et jamais on n'avait entendu crier « Vive le Roi ! » avec autant d'enthousiasme pour saluer l'arrivée d'Oscar II et son départ. C'était vraiment plus chaud qu'hier. Le programme était des plus variés et ne laissait pas place à la moindre critique de monoté.

A trois heures, nous avons vu les chevaux montés par des officiers sauter par quatre. Ensuite, le championnat de la barre, prix du Barrage, disputé par les habits rouges. Deux cavaliers, MM. Haentjens et de Poliakoff ont sauté à m. 75 et ont partagé le prix. C'est fini par le saut de haies par un ensemble de trente-deux officiers, exercice désigné à Samour sous le titre de Petit Carrousel. Ce dernier numéro a obtenu un très vif succès et avait été admirablement organisé par le capitaine Simonin ; l'exécution en a été parfaite.

Voici les résultats du prix accordé aux chevaux sautant par quatre.

1<sup>er</sup> prix : Blainville (M. Nadaud), Enfant (M. Devanlay), Artémis (M. de la Gastine), et Etouffille (M. de Champavain) ; 2<sup>e</sup> prix : La Bisette (M. d'Azun), de Lamartine (M. de Lescaille), Claretie (M. Chassot) et Ibis (M. Antoine) ; 3<sup>e</sup> prix : Castor (M. Papin), Egal (M. Villemont), Boule (M. de Gallat) et Douceur (M. de Clevault) ; 4<sup>e</sup> prix : La Déesse (M. de Lescaille), Caban (M. Magnin), Caucase (M. de Cordon) et Aïssance (M. Laborde).

Flots : Ebaubi (M. Nadaud), Baronne (M. de Rohan-Chabot), Cab (M. de la Bastide) et Grise (M. Leharve) ; Dala (M. de Lescaille), Iphigénie (M. d'Azun), de Lamartine, Ecole (M. Magnin) et Navarrette (M. Carez) ; L'Empereur (M. Brancas), Fusilier (M. Clotius), Miss Mand (M. Baulin) et Fornidun (M. de Lescaille).

Le prix du Barrage s'est terminé, comme je viens de le dire, par un dead heat : London, monté par M. de Poliakoff, et Nell, monté par M. Haentjens, ayant sauté tous les deux jusqu'à 1 m. 75, ont partagé le prix. Oia Style, monté par M. Georges Krya, ayant sauté à m. 70, s'est classé troisième. La quatrième place a été partagée entre Ned Lowe (M. Maurice des Champs) et le Mark (M. Georges Krya), sautant à m. 60.

P.-S. — On me demande à qui est revenu le premier prix de la classe internationale : à un superbe alean irlandais appartenant à M. Claramont.

## COURSES AU BOIS DE BOULOGNE

A part quelques ondes insignifiantes, le temps a été plus agréable qu'il n'eût été permis d'espérer, d'après les nuages du ciel dans la matinée. Comme il fallait s'y attendre, deux des grandes épreuves du programme se sont liquidées sans intérêt : le prix des Cars au profit de Fourie, qui est un bon et joli cheval ; le 42<sup>e</sup> Biennal au profit d'Holocauste, qui a battu Ivan IV de la même façon que dans le prix Lagrange. Allier devra se contenter d'être un crack de province.

Rembrandt et Libarès ont pris les deux premières places dans la Coupe ; le jeune poulin a battu le vieux avec une extrême facilité, entre les mains du petit Stern, que la pelouse a déjà surnommé le « Sloan français ».

Le Sport de France aura formé là un vrai petit artiste.

Rembrandt n'est pas un trois-ans depourvu de qualité et sa course est une bonne note pour Franco Ruffe, que nous allons revoir dans le prix Gressif. L'assistance était un peu moins fournie que l'année dernière, mais pendant que le roi de Suède honorait l'Hippique de sa présence, nous avions celui de S. A. R. le prince de Galles, qui est allé luncheon dans le salon des commissaires et qui a été hier soir à Jockey. Dans le salon des commissaires était exposé l'objet d'art offert pour la Coupe : deux soupères en argent ciselé, avec leurs plateaux formant présentoirs. Ces deux pièces anciennes ont été fabriquées à Paris, à la fin du siècle dernier. Elles devaient faire partie d'un grand surout de table. Elles ont été fournies par Boinbaret, on le voit à l'échelle de 5,000 fr. à M. P. Aumont (Libary), et Capodimonte, à M. Chéri-R. Halbronn (A. Monk).

Durée de la course : 5' 58" 2/5.

Parti mutuel à 40 fr. : 13 fr. 50. Placés : Marin, 25 fr. ; Rosario, 18 fr.

Le Prix des Cars, 40,000 fr., 2,000 m., a été pour Fourie (4/4), à M. E. Fasquel (Ware), battant Muller Ale, à M. J. Desbats (Dodd), et Jéricho, au baron A. de Schickler (A. Ward).

Durée de la course : 2' 24".

Parti mutuel à 40 fr. : 12 fr. 50.

Le Quarante-Deuxième Prix Biennal, 25,000 fr., 2,000 mètres, a été pour Holocauste (4/3), à M. J. de Bremont (E. Watkins), battant Ivan IV, à M. E. Veil-Picard (Tom Lane), et Allier, au marquis de Tracy (J. Watkins).

Durée de la course : 2' 23" 2/5.

Parti mutuel à 40 fr. : 13 fr. 50. Placés : Holocauste, 12 fr. ; Ivan IV, 20 fr.

La Coupe, 45,000 fr., 2,000 m., a été pour Rembrandt (7/1), à M. P. Aumont (G. Stern), battant Libarès, à M. A. Fould (Barlen), et Lotus, au baron de Rothschild (W. Pratt).

Durée de la course : 3' 40" 2/5.

Parti mutuel à 40 fr. : 86 fr. Placés : Rembrandt, 17 fr. ; Libarès, 42 fr. ; Lotus, 14 fr. Le Prix de l'Étoile, 5,000 fr., 2,400 m., a été pour Chamfort (4/4), à M. H. Delamarre (Bowen), battant Harrar, à M. E. Deschamps (E. Watkins), et Tony, à M. G. Ledat (Bartrisson).

Durée de la course : 2' 48".

Chamfort a été réclamé par le comte de Fels pour 17,500 francs.

Le Prix d'Auteuil, 6,000 fr., 1,800 m., a été pour Mercure (5/2), à M. J. Williams (A. Childs), battant Mine d'Or, au vicomte d'Harcourt (Tom Lane), et Patte de Velours, à M. H. Felt (E. Watkins).

Durée de la course : 2' 27".

Parti mutuel à 40 fr. : 37 fr. 50. Placés : Mercure, 48 fr. 50 ; Mine d'Or, 33 fr. 50.



VENTES ET LOCATIONS

**Paris**  
**AGENCE DE LOCATIONS, 10, rue de la Paix.**  
**HOTELS, APPARTS, PROPRIÉTÉS.** Vente et location.  
**VENTE PRESSE.** — BEL HOTEL MODERNE.  
 Trocadéro, valeur réelle 150,000 fr. — A vendre  
 30,000 fr. — Sadr. BARNAL, 16, place Vendôme.  
**BAUDOUIN** Ventes et Locations, Indications  
 GRATUITES. 98<sup>bis</sup>, B<sup>is</sup> Haussmann.  
**APPARTS AVANTAGEUX.** Sadr. TIEFFEN, 22, rue  
 d. Capucines (Anc<sup>ie</sup> John Arthur, 14<sup>bis</sup> 1818).  
**Environ de Paris**  
**VILLAS** à louer, 6, rue Déprement, CHATOU,  
 min. 500 fr. Un meublé, 12 pièces. Eau, gaz,  
 500 fr. 2 entrées. Billard, sal. bain, eau, gaz.  
**VILLE D'AVRAY** A vend. B<sup>is</sup> Propriété  
 de 150,000 fr. — Sadr. BARNAL, 16, place Vendôme.  
**MAISONS RECOMMANDÉES**  
**PARFUMERIE**  
**M<sup>me</sup> DUCHATELIER, ex-1<sup>re</sup> Cartomane, r. Mollière,**  
**M<sup>me</sup> DUCHATELIER, ex-1<sup>re</sup> Cartomane, r. Mollière,**

Hygiène, Médecine, Pharmacie

**VIN DE COCA MARIANI, 41, boulevard Haussmann.**  
**MALADIES DES FEMMES — STÉRILITÉ** — Les  
 procédés simples et rationnels, employés par  
 M<sup>me</sup> LACHAPPE, sage-femme, garantissent la  
 suppression de la STÉRILITÉ et la guérison des  
 MALADIES ORGANIQUES de la femme, en  
 évitant toute opération chirurgicale.  
 Consultations de 2 à 4 h. RUE MONTMARTRE, 27, PARIS.  
**Offres et Demandes**  
**DEMANDE** 40,000 fr. pour 5 ans sur Maisons,  
 assurance vie, 5 0/0. — Ecrire FIGARO, H. N. R.  
**000<sup>fr</sup> mois, pers. disp. de 15,000<sup>fr</sup> garanties 1<sup>re</sup>**  
**hypoth. Inter. régl. t. les mois. Ecr. X.X.Z. FIGARO**  
**Articles de Voyage**  
**FABRIQUE** SPÉCIALE de Sacs et Valises.  
 Grand choix de Sacs de Dame, modèles riches  
 et très légers. Gibeciers et Annulaires.  
**AU DÉPART** AVENUE DE L'OPÉRA, 29  
 Téléphone 230.79

Grands Hôtels recommandés

**ALLEMAGNE**  
**BINGEN** SUR LE RHIN. — HOTEL VICTORIA  
 1<sup>er</sup> ordre. Vue splendide sur le Rhin.  
**WIESBADEN** Hôtel Nassauerhof, magnifi-  
 quement reconstruit et agrandi.  
**WIESBADEN** HOTEL KAISERHOF  
 AUGUSTA VICTORIA BAD  
**Hôtels recommandés de France**  
 Pensions de famille, Boarding-Houses  
 et Casinos  
**AVIS**  
 Ces Annonces jouissent d'une  
 très grande réduction pour un  
 minimum de 15 insertions par  
 mois.  
**SAISON DE**  
**BAINS SALINS**  
**GRAND HOTEL**  
**BIARRITZ**  
 Sables-de-Béarn. — 4<sup>th</sup> Hôtel du Parc et de  
 l'Établissement thermal. 1<sup>er</sup> ord. Seul ay<sup>ant</sup> ascenseur.

PARIS, LANGHAM HOTEL

Avenue de l'Alma  
 Ch.-Elys. L'hôtel par excellence des familles aristocrat.  
**Paquebots-poste français**  
**DÉPARTS**  
**JEUDI 20 AVRIL**  
**ISAAC-PÉRIER** (C. G. T.), capit. Marinetti,  
 de Marseille, 1 h. soir, pour Alger, Bougie,  
 Tabarka, Bizerte et Tunis.  
**SENEGAL** (M. M.), capit. Sellier, de Marseille,  
 à 4 h. soir, pour Alexandrie, Port-Saïd, Jaffa  
 et Beyrouth.  
**OREGON** (M. M.), capit. Dupuis-Fromy, de  
 Marseille, à 4 h. soir, pour Le Pirée, Smyrne,  
 Dardanelles, Constantinople, Dardanelles,  
 Smyrne, Rhodes, Beyrouth, Larnaca, Mersina,  
 Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth,  
 Port-Saïd et Alexandrie.  
**URUGUAY** (C. R.), capit. Morice, du Havre,  
 à 4 h. soir, pour Pauillac, Pasajes, Ténériffe,  
 Montevideo et Buenos-Ayres.  
**VILLE-DE-MADRID** (C. G. T.), capit. Marini,  
 de Marseille, à 5 h. soir, pour Oran (Mosta-  
 ganem et Arzew facultatifs).  
**VENDREDI 21 AVRIL**  
**MOISE** (C. G. T.), capit. Franceschi, de Mar-  
 seille, à midi, pour Bizerte, Tunis et 18.

SAINTE-GERMAIN (C. G. T.), capit. Bonnaud, de

St-Nazaire pour Santander, La Corogne, La  
 Havane et La Vera-Cruz. (Les passagers s'em-  
 barqueront au quai de la Cie Transatlantique,  
 dans le bassin, à 10 h. matin et midi.)  
**PORTUGAL** (M. M.), capit. Rosignol, de Bordeaux  
 pour Vigo, Lisbonne, Dakar, Pernambuco,  
 Bahia, Rio-Janeiro, Montevideo et Buenos-  
 Ayres.  
**SAMEDI 22 AVRIL**  
**LA NORMANDIE** (C. G. T.), capit. Fajolle, du  
 Havre, à 6 h. 20 matin, pour New-York. (Le  
 train spécial transatlantique partira de Paris,  
 gare Saint-Lazare, dans la nuit du 21 au 22  
 avril, à minuit 30.)  
**DÉSIRADE** (C. G. T.), capit. Lemarchand, de  
 Marseille, à 4 h. soir, pour St-Louis, Alger  
 et Bougie.  
**VILLE-D'ORAN** (C. G. T.), capit. Pierlandini, de  
 Marseille, à midi, pour Philippeville et Bône.  
**GENERAL-CHANY** (C. G. T.), capit. Lelanchon,  
 de Marseille, à 4 h. soir, pour Alger (rapide).  
**CANADA** (C. G. T.), capit. Bagilliat, du Havre,  
 pour Bordeaux-Pauillac, Santander, La Gua-  
 deloupe, La Martinique, Trinidad, le Vene-  
 zuela, la Colombie et le Pacifique.  
**ORTELAL** (M. M.), capit. Guionnet, de Marseille,  
 à 4 h. soir pour Patras, Syra, Salonique, La  
 Cavalle, Dardanelles, Constantinople, Novo-  
 rossisk et Batoum.  
**SAINT-GERMAIN** (C. G. T.), capit. Poggi, de Mar-  
 seille, à 5 h. soir, pour Oran et Carthage.

DIMANCHE 23 AVRIL

**BASTIA** (C. G. T.), capit. Dor, de Marseille,  
 à 5 h. soir, pour Bonifacio et Alger.  
**VILLE-DE-LA-CIOTAT** (M. M.), capit. Piaschi, de  
 Marseille, à 4 h. soir, pour Port-Saïd, Suez, Co-  
 lomb, King George's Sound, Adalaïde, Mel-  
 bourne, Sydney et Nouméa. (Correspondance  
 à Colombo avec le paquebot de Chine parti  
 de Marseille le 16 avril, pour les passagers  
 à destination de l'Indo-Chine, de la  
 Chine et du Japon.)  
**RENSEIGNEMENTS UTILES**  
**Marriages**  
**MARIAGES** honorables. Orphelins. D<sup>ns</sup>. Veuves,  
 50,000<sup>fr</sup> à 2 millions. Veuves. 51<sup>re</sup> Dunkerque.  
**OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOIS**  
**Emplois divers**  
**VINS** Anc<sup>ie</sup> MAISON, propriétaire de vignobles,  
 dem. agents. Camille DARRIET, Bordeaux.  
**Le Gérant responsable : A. BOREL.**  
 Paris. — D. CASSIGNOL, imprimeur, 26, rue Drouot.  
 (Imprimerie du FIGARO). — Encre LORILLON.  
 Imprimé sur les nouvelles machines rotatives à six pages  
 de MARINONI.

COMPAGNIE PARISIENNE

DÉCLAIAGE ET DE CHAUFFAGE

PAR LE GAZ

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

du 28 Mars 1899

EXTRAIT DU RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MESSIEURS,

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTAT

DE NOTRE INDUSTRIE

CONSUMATION DU GAZ. — Le volume du gaz liv-

ré à la consommation dans Paris et dans les 59

communes de la banlieue que nous éclairons

s'est élevé, pendant l'année 1898, à 329,031,250 mé-

tres cubes, en augmentation de 4,722,880 mètres

cubes sur le volume émis en 1897.

Le volume de gaz le plus considérable livré

jusqu'à présent avait été de 318,020,000 mètres

cubes en 1896.

RECETTES DE GAZ. — Les recettes de gaz se sont

élevées en 1898 à la somme de 80,971,744 01

supérieures de 809,217 89

à celles de 1897, qui avaient été de 80,162,526 12

bonifiés. — Le nombre des abonnés au 31 dé-

cembre 1898 était de 397,640

excédant de 26,073

celui des abonnés au 31 décembre de

l'année précédente, qui s'élevait à 371,567

l'application d'une nouvelle mesure que nous

avons signalée l'année dernière et qui appelle

les inspecteurs de l'éclairage à concourir, pour

une part notable, au développement de notre

clientèle dans les appartements déjà pourvus

d'installation.

L'intervention de nos agents évite aux nou-

veaux locataires qui désirent utiliser ces in-

stallations tout dérangement ou perte de temps ;

elle les amène à contracter plus rapidement

leurs abonnements, et elle a eu pour résultat

de diminuer la proportion des branchements

productifs.

Grâce à cette mesure utile à notre clientèle,

le chiffre de 400,000 abonnés est aujourd'hui

dépassé.

DÉCLAIAGE PUBLIC. — Le nombre des becs de

l'éclairage public en service au 31 décembre

1898 était :

Dans Paris, de 80,736

Hors Paris, de 12,600

Total, de 93,336

Le nombre des becs a diminué dans Paris

de 2,854

Il a augmenté dans la banlieue de 212

Différence en moins, 2,632

La diminution dans Paris tient en partie à l'éta-

blissement de l'éclairage électrique dans cer-

tains voies, mais surtout à la substitution des

appareils à incandescence, à l'huile, à l'essence,

Saint-Paul, etc., aux anciens becs de 140 litres

ou à réverbération.

Les voies qui entourent l'Opéra ont été dotées

de ce nouvel éclairage par les soins de la

Compagnie ; la Ville de Paris l'a fait installer

successivement, rue du Quatre-Septembre, rue

de la Paix, boulevard Magenta et dans un

grand nombre de rues. Suivant les dispositions

adoptées par le service municipal, il va être

appliqué dans une large mesure et remplacé

les appareils à réverbération au croisement des

rues importantes, sur les places et sur les voies

de circulation active.

Cette transformation procure à la Ville de

Paris une économie de dépenses de cet éclairage

perfectionné, nous avons appliqué, depuis plus

plusieurs combinaisons destinées à propager

l'emploi de ces mêmes becs chez ceux qui

veulent éclairer brillamment les devantures de

leurs boutiques et les terrasses de leurs cafés.

CONDUITES MONTANTES. — Il a été établi, en 1898,

1,700 nouvelles conduites montantes ; ce qui

porte à 46,700 leur nombre total au 31 dé-

cembre 1898.

Elles sont réparties dans 35,891 maisons et

fournissent le gaz à 263,393 abonnés.

Ce nombre dépasse de 24,497 celui des mêmes

abonnés au 31 décembre 1897, qui était de

238,896, soit une augmentation de 18,500 0/0.

Cette augmentation avait déjà été, en 1897, de

9,34 0/0.

PUISSANCE DE FABRICATION. — Pendant l'année

1898, la puissance de fabrication de nos usi-

nes n'a reçu aucune extension. Notre matériel

reste suffisant pour le service de l'hiver pro-

chain.

ANALYSE. — Pendant l'année qui vient de

s'écouler, notre réseau de conduites s'est

accru de 16,801 m. 55 c.

ainsi réparti :

Banlieue (hors des fortifi-

cations) 8,024 m. 45 c.

809,217 89

Par suite, la longueur totale des conduites de

gaz placées sous la voie publique, au 31 dé-

cembre 1898, s'est trouvée

portée à 2,443,087 m. 03 c.

se décomposant ainsi :

Ville de Paris 1,605,013 m. 57 c.

Banlieue (hors des fortifi-

cations) 838,073 46

2,443,087 m. 03 c.

CHAPITRE II

COMPTES DE PREMIER ÉTABLISSEMENT

Comme en 1897, les dépenses de

premier établissement ont été réduites en 1898 ; nous n'en

avons pas moins amélioré les condi-

tions de l'exploitation.

Les dépenses s'élevaient à 5,433,068 10

inférieures de 75,327 28

à celles constatées en 1897, qui at-

teignaient 5,508,395 38

Si l'on retranche de part et d'autre le produit des ventes de

terrains et les diminutions constatées

sur l'inventaire du matériel affecté

aux charrois, le solde n'atteint :

En 1898, que 3,726,440 63

En 1897, 4,955,804 60

Travaux dans les usines, ateliers et bureaux

annexes de la Compagnie

Usine de la Villette 34,964 76

Usine de Vaugirard 18,569 53

Usine de Clichy 37,606 40

Usine du Landy 18,570 74

Constructions dans les autres usi-

nes et ateliers 58,688 52

Canalisation 615,500 88

Conduites montantes 2,028,799 3

Branchements et compteurs 2,587,937 7

Matériel et outillage 32,732 32

Frais d'établissement. Dépenses

immobilisées 10,238 22

Total 5,443,068 10

A retrancher :

1<sup>re</sup> Le produit des ventes de ter-

raines provenant d'usines deve-

nues inutiles au service de l'ex-

ploitation, déduction faite des

frais d'appropriation, de vi-

alité, etc. 1,714,869 45

2<sup>o</sup> La diminution

du matériel affecté

aux charrois 2,258 02

Total 4,716,627 47

L'augmentation du compte de

premier établissement n'est ainsi

que de 729,440 63

VENTES D'IMMEUBLES

Nous avons à vous entretenir de deux cessions

de terrains d'une valeur supérieure à 100,000

francs chacune, les lesquelles, conformé-

ment à l'article 37 des statuts, vous aurez à

prendre deux résolutions spéciales :

1<sup>re</sup> Nous sommes d'accord avec la commune

de Clichy pour lui vendre une surface de

3,367 m<sup>2</sup> 31, dépendant de terrains séparés

de l'usine par la rue des Chasses, et dont la por-

tion à aliéner est louée à des maraichers.

A raison des échanges et des indemnités

consenties, le montant total de la vente attein-

dra 121,917 fr. 89.

2<sup>o</sup> La Compagnie du Chemin de fer Métro-

poleain nous a demandé à acquérir, à Saint-

Mandé, une parcelle de terrain, inutile à l'ex-

ploitation, d'une surface de 1,247 m<sup>2</sup> 11 et

faisant partie du chantier des gazomètres

voisin du Chemin de fer de Ceinture, pour le

prix à forfait de 116,000 fr.

SITUATION DES DÉPENSES ET DES RE-

SOURCES DE PREMIER ÉTABLISSEMENT

Le montant des dépenses de premier établis-

sement au 31 décembre 1897, était de